

A vertical blue bar on the left side of the page contains a white silhouette of a man and a woman standing on a white, curved horizon line that represents the top of a globe. The man is on the left, and the woman is on the right, with her arms slightly outstretched.

« Rapport de solvabilité et de situation financière »

Exercice 2020

Le Conseil d'Administration a examiné et validé ce rapport le 28/10/2021

MILTIS

25, cours Albert Thomas – 69003 LYON
Mutuelle soumise aux dispositions du Livre II du Code de la Mutualité
SIREN Numéro 417 934 817

Sommaire

INTRODUCTION	3
SYNTHESE	3
A. ACTIVITE ET RESULTATS	4
A.1 ACTIVITE.....	4
A.2 RESULTATS DE SOUSCRIPTION.....	5
A.3 RESULTATS DES INVESTISSEMENTS.....	6
A.4 RESULTATS DES AUTRES ACTIVITES.....	7
B. SYSTEME DE GOUVERNANCE DE MILTIS	7
B.1 INFORMATIONS GENERALES	7
B.2 COMPETENCES ET HONORABILITES	12
B.3 SYSTEME DE GESTION DES RISQUES.....	14
B.4 CONTROLE INTERNE.....	17
B.5 FONCTION AUDIT INTERNE	18
B.6 FONCTION ACTUARIELLE	19
B.7 SOUS-TRAITANCE	19
C. PROFIL DE RISQUES	21
INTRODUCTION.....	21
C.1 SOUSCRIPTION.....	22
C.2 MARCHE.....	22
C.3 CREDIT	23
C.4 LIQUIDITE	24
C.5 RISQUE OPERATIONNEL	24
C.6 AUTRES RISQUES.....	25
D. VALORISATION	26
D.1 EVALUATION DES ACTIFS.....	26
D.2 EVALUATION DES PROVISIONS TECHNIQUES	27
D.3 EVALUATION DES AUTRES PASSIFS	29
D.4 METHODES DE VALORISATIONS ALTERNATIVES	29
E. GESTION DU CAPITAL	31
E.1 FONDS PROPRES	31
E.2 NOTE METHODOLOGIQUE : SCR ET MCR.....	31
E.3 UTILISATION DU SOUS-MODULE «RISQUE SUR ACTIONS» FONDE SUR LA DUREE DANS LE CALCUL DU CAPITAL DE SOLVABILITE REQUIS	38
E.4 DIFFERENCES ENTRE LA FORMULE STANDARD ET TOUT MODELE INTERNE UTILISE	38
E.5 NON-RESPECT DES EXIGENCES DE CAPITAL	38
SOMMAIRE DES ANNEXES	39

INTRODUCTION

Le présent document constitue le rapport public sur la solvabilité et la situation financière de la mutuelle MILTIS.

Ce document vise à présenter au public les données publiées par l'organisme et à expliquer de manière détaillée son système de gouvernance. A cet effet, le rapport SFCR décrit l'activité de l'organisme, son système de gouvernance, son profil de risque et donne des informations sur les méthodes de valorisation utilisées ainsi que des précisions sur la gestion des fonds propres.

Le rapport SFCR a été approuvé par le Conseil d'Administration de la mutuelle MILTIS le 01/04/2021.

SYNTHESE

La mutuelle Miltis est une mutuelle interprofessionnelle soumise aux dispositions du Livre II du code de la mutualité, agréée pour pratiquer les opérations relevant des branches 1 (accident), 2 (maladie), 20 (vie décès) et 21 (nuptialité – natalité).

La mutuelle regroupe 90 148 adhérents pour 133 422 personnes protégées et son chiffre d'affaires s'élève à 71,0 M€ de primes en 2020, réparties à 97 % en complémentaire Santé individuelle et collective et 3 % en assurance Décès et Obsèques.

La gouvernance de la mutuelle repose sur les trois types d'acteurs suivants :

- Le Conseil d'Administration détermine la stratégie sur proposition de la Direction opérationnelle, en contrôle la mise en œuvre et définit l'appétence au risque et les limites de tolérance générale en approuvant les politiques de gestion des risques.
- Les dirigeants effectifs (Président et Dirigeant Opérationnel) qui mettent en œuvre la stratégie définie précédemment et peuvent engager la mutuelle auprès des tiers.
- Les fonctions clés qui participent au pilotage et à la surveillance de l'activité sur leurs champs respectifs.

Cette gouvernance repose sur le respect de deux principes essentiels :

- Le principe des quatre yeux : toute décision significative est au moins vue par deux personnes (en l'occurrence le Président et le Dirigeant Opérationnel).
- Le principe de la personne prudente : la mutuelle appréhende spécifiquement les risques liés aux investissements et ceux-ci sont réalisés dans le meilleur intérêt des adhérents.

La mutuelle présente les indicateurs de référence suivants :

En milliers d'euros	31/12/2020	31/12/2019	Evolution
Cotisations hors taxes	70 981	61 179	16%
Résultat net comptable	1 674	1 060	58%
Fonds propres S2	20 565	18 558	11%
Ratio de couverture du SCR	189%	201%	-6%
Ratio de couverture du MCR	556%	502%	11%

L'activité de la mutuelle progresse fortement en 2020, pour la cinquième année consécutive. C'est le fruit de la multiplication des canaux de distribution de la mutuelle et de la diversification d'activité sur l'assurance collective. Le résultat reste largement bénéficiaire mais le besoin de solvabilité augmente plus vite que les fonds propres car la mutuelle est dans une phase de développement forte. La mutuelle pilote l'équilibre entre niveau de développement et ratio de solvabilité conformément aux politiques de risques.

A. ACTIVITE ET RESULTATS

A.1 Activité

A.1.1. Activités pratiquées

Miltis est une mutuelle soumise aux dispositions du Livre II du code de la Mutualité, immatriculée au répertoire SIRENE sous le N°417 934 817 et dont le siège social est situé au 25 cours Albert Thomas, 69003 LYON.

La mutuelle, en application de l'article L612-2 du code monétaire et financier, est soumise au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) située 4 place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09.

La Mutuelle a donné mandat pour la certification de ses comptes annuels au cabinet TEOREM ARESXPRT, situé au 31 rue du Souvenir, 69009 LYON et représenté par M. Philippe RUIU.

Elle détient l'agrément pour l'exercice d'activité relevant des branches 1 (accident), 2 (maladie), 20 (vie décès) et 21 (nuptialité – natalité).

La mutuelle assure directement des garanties de complémentaire Santé et de Prévoyance (Décès et Obsèques).

Elle distribue également des contrats d'assistance (Mondial Assistance), de Protection Juridique (CFDP), et divers contrats de prévoyance ou assurance de prêts (ALPTIS).

Par ailleurs, Miltis détient des participations stratégiques :

- Dans la SASU PURCONSEIL (100 % du capital) qui édite les comparateurs Mutuelle.fr et SMARTOCTAVE.
- Dans la SAS ASRAMA gestion, délégataire de gestion de contrats de complémentaire santé, à parts égales avec les cinq autres associés.
- Dans la SAS Dame Prévoyance, courtier gestionnaire de produits obsèques, à hauteur de 10%.

La mutuelle propose ses garanties aux particuliers et travailleurs indépendants au travers de contrats individuels ou collectifs à adhésion individuelle. Elle s'adresse également aux entreprises sous forme de contrats collectifs à adhésion obligatoire.

La mutuelle distribue ses produits sur tout le territoire français, y compris les DOM au moyen de plusieurs canaux :

- Un réseau d'agences de proximité sur ses territoires d'origine (Lyon et Martinique).
- Une activité de vente en ligne à partir de contacts générés par le site Miltis.fr ou l'achat de contacts auprès du comparateur Mutuelle.fr et une transformation réalisée par les conseillers mutualistes de la mutuelle.
- Le partenaire historique de la mutuelle, le courtier associatif Alptis.
- Un réseau de courtiers spécialisés qui distribuent des offres de la mutuelle sous leur propre marque.
- La mutuelle porte également le risque des garanties Décès et Obsèques de la mutuelle La Frontalière et réassure partiellement une offre santé individuelle proposée par la Mutuelle le Télégramme.

Miltis a recours à la délégation de gestion sur la quasi-totalité de son activité. Elle conserve la gestion du front office pour les adhérents de Martinique.

ALPTIS Assurances est le délégataire historique représentant encore la majorité du portefeuille de la Mutuelle. Miltis travaille également avec plusieurs autres délégataires :

- Mutuelle La Frontalière (garantie décès et obsèques de cette mutuelle)
- Centre de gestion CERGAP pour des surcomplémentaires Santé Miltis (arrêt fin 2020)
- Courtier gestionnaire Dame Prévoyance, spécialisé en assurance obsèques
- Centre de gestion ASRAMA pour des produits Santé individuels
- Courtier AFI Assurances et courtier grossiste WAZARI du groupe ACTIVE Assurances pour des produits Santé individuels
- HELIUM, délégataire de gestion spécialisé en assurance collective

A.1.2. Volumes d'activité

Au 31 décembre 2020, la mutuelle compte 90 148 adhérents pour 133 422 personnes protégées.

Le chiffre d'affaires HT se répartit entre les opérations non-vie (68,8 millions d'euros) et les opérations vie-décès (2,2 millions d'euros).

La mutuelle est réassurée, en 2020, sur la partie non-vie à hauteur de 53 % de son activité.

A.1.3. Délégations accordées en externe

Pour ses produits, Miltis a conclu des partenariats qui définissent les modalités et conditions financières de distribution et de gestion avec huit délégataires de gestion.

A.1.4. Principe de proportionnalité

L'activité de Miltis est essentiellement centrée sur des risques courts, en effet les opérations non-vie représentent 97% du chiffre d'affaire 2020, et sont composées quasiment exclusivement de complémentaires santé. Son chiffre d'affaire global (vie et non vie) s'élève à 71,0 M€ en 2020. En raison de sa taille, mais aussi de la nature de son activité, la mutuelle applique le principe de proportionnalité dans ses calculs de marge de risque et dans le reporting trimestriel.

A.2 Résultats de souscription

A.2.1. Activité Santé

La rentabilité de ces activités reste analysée dans son ensemble, afin de valider l'équilibre global du portefeuille.

A ce titre, nous proposons ici une vision de l'équilibre global du portefeuille :

Santé Brut de réassurance	2020	2019
Cotisations	68.8 M€	59.3 M€
Frais de gestion	-21.1 M€	-16.8 M€
Charge de prestation	-45.5 M€	-39.6 M€
Résultat de souscription	2.2 M€	2.9 M€

Santé Net de réassurance	2020	2019
Cotisations	32.3 M€	30.0 M€
Frais de gestion	-9.5 M€	-8.2 M€
Charge de prestation	-20.2 M€	-20.3 M€
Résultat de souscription	2.6 M€	1.6 M€

A.2.2. Activité Vie

L'activité Vie de Miltis reste marginale en regard de l'activité Santé.

A ce titre, nous proposons ici une vision de l'équilibre global du portefeuille :

Vie Net de réassurance	2020	2019
Cotisations	2.17 M€	1.89 M€
Frais de gestion	-0.59 M€	-0.56 M€
Charge de prestation	-0.89 M€	-0.84 M€
Variation de provisions mathématiques	-0.02 M€	-0.92 M€
Participation aux excédents	-0.04 M€	-0.00 M€
Résultat de souscription	0.63 M€	-0.43 M€

A.3 Résultats des investissements

Le Conseil d'Administration de Miltis définit chaque année la politique de placement.

L'activité de la Mutuelle est essentiellement portée par l'activité Santé qui constitue un risque court. Par conséquent, la politique de placements est guidée par une volonté de liquidité importante et de risque faible.

Les supports utilisés sont choisis en fonction de leur rentabilité, de la qualité de l'émetteur, de leur maturité ainsi que de leur liquidité. Les critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG) sont également pris en compte.

A.4 Résultats des autres activités

Les produits provenant de l'activité d'intermédiation s'élèvent à 146 K€ en 2020.

B. SYSTEME DE GOUVERNANCE DE MILTIS

B.1 Informations générales

B.1.1. Principes généraux

Le choix du système de gouvernance de la mutuelle a été opéré en conformité avec les articles 41 à 49 de la directive, transposés aux articles L.114-21, L.211-12 à 14 du code de la mutualité et détaillés dans les articles 258 à 260, 266 à 275 des actes délégués.

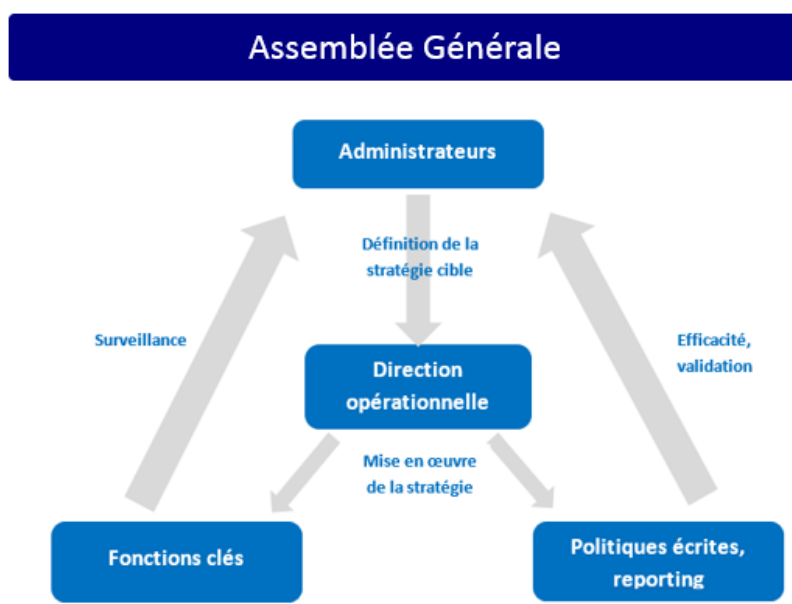
La gouvernance de la mutuelle est ainsi fondée sur la complémentarité entre :

- Les Administrateurs élus (Conseil d'Administration),
- La Présidence et la Direction Opérationnelle choisie pour ses compétences techniques et managériales (dirigeants effectifs),
- Les fonctions clés en charge de prérogatives spécifiques (actuariat, gestion des risques, conformité et audit interne), devant soumettre leurs travaux au Conseil d'Administration.

L'organisation générale de la gouvernance est décrite dans les statuts de la mutuelle approuvée par l'Assemblée Générale. Par ailleurs, le Conseil d'Administration contribue annuellement à la revue des politiques écrites de la mutuelle.

Ainsi, les rôles et responsabilités des acteurs ont été clairement identifiés et définis et permettent de s'assurer d'une correcte séparation des tâches entre les fonctions d'administration, de gestion et de contrôle. Les canaux de communication entre ses acteurs ont été également définis.

La schématique du système de gouvernance se présente comme suit :



B.1.2. Organisation et fonctionnement du Conseil d'Administration

Composition du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est composé pour les deux tiers au moins de membres participants. L'Assemblée Générale du 23 juin 2018 a décidé à l'unanimité de fixer le nombre d'administrateurs au sein du Conseil à 15 administrateurs.

Les membres du Conseil d'Administration sont élus pour une durée de 6 ans. Leur fonction prend fin à l'issue de l'Assemblée Générale qui vote le renouvellement ou le remplacement des Administrateurs, tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Rôle du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration participe à la détermination de la stratégie et des orientations de la mutuelle et en contrôle la mise en œuvre.

Il opère les vérifications et contrôles qu'il juge opportuns et se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la mutuelle. Plus généralement, il veille à accomplir toutes les missions qui lui sont spécialement confiées par la loi ou la réglementation applicable aux mutuelles.

Fonctionnement des réunions du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du président et ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, la voix du Président de séance est prépondérante. Le procès-verbal de chaque réunion est approuvé par le Conseil d'Administration lors de la séance suivante.

Il est établi un dossier préparatoire 8 jours avant chaque conseil, lequel contient l'ensemble des présentations correspondant à chaque point de l'ordre du jour proposé.

Le Conseil d'Administration se tient en présence du Directeur Opérationnel de Miltis. Sont également invités : le commissaire aux comptes de la mutuelle, les membres externes du Comité d'Audit et les fonctions clés de la Mutuelle. En fonction des ordres du jour, les différents experts du groupement de fait sont conviés.

Le Conseil d'Administration s'est réuni 5 fois sur l'exercice 2020.

B.1.3. Rôle du Président du Conseil d'Administration et du Bureau

Les attributions du Président du Conseil d'Administration

Le Président veille au bon fonctionnement des organes de la mutuelle et s'assure en particulier que les Administrateurs sont en mesure de remplir les attributions qui leur sont confiées. Il engage les recettes et les dépenses ; représente la mutuelle en justice et dans tous les actes de la vie civile ; et donne avis aux Commissaires aux comptes de toutes les conventions autorisées.

Le rôle du Bureau

Le Bureau est constitué des membres suivants : le Président de la mutuelle, deux Vice-présidents, un Trésorier et un Trésorier adjoint, un Secrétaire et un Secrétaire adjoint. Il se réunit sur convocation du Président.

B.1.4. Fonctions clés

Conformément à la réglementation Solvabilité 2, la mutuelle a nommé les quatre responsables de fonctions clés sur les domaines suivants :

Fonction clé	Date de nomination
Gestion des risques	01/12/2016
Actuarielle	01/12/2016
Audit interne	01/12/2016
Vérification de la conformité	01/12/2016

Les principales missions et responsabilités des fonctions clé sont décrites dans la suite du rapport. Les modalités permettant à la fonction clé de disposer de toute l'autorité, ressources et indépendance opérationnelle nécessaires afin de mener leurs tâches à bien sont précisées dans leur fiche de poste.

B.1.5. Politique de rémunération

La mutuelle valide annuellement la politique de rémunération.

Les administrateurs ne perçoivent aucune rémunération ou indemnité, seulement le remboursement de leurs frais de déplacement pour se rendre aux réunions de la mutuelle.

Le conseil d'administration fixe les éléments du contrat de travail du Dirigeant Opérationnel.

Les salaires proposés à l'embauche des collaborateurs tiennent compte du niveau de qualification des candidats, de leur expérience professionnelle et du prix moyen du marché en Province pour ce type de qualification.

Des primes peuvent être versées aux salariés dans les conditions suivantes :

- Primes individuelles liées, soit à l'atteinte d'objectifs quantitatifs ou qualitatifs préalablement fixés par le management, soit pour récompenser une performance individuelle à l'initiative du collaborateur.
- Primes collectives liées à la réalisation d'un objectif stratégique de l'entreprise.

Les augmentations de salaire collectives peuvent intervenir :

- A l'occasion des revalorisations des minimas sociaux
- A l'initiative du dirigeant opérationnel

Les augmentations de salaire individuelles peuvent intervenir à l'occasion d'évolution de poste, mission ou de montée en compétence du collaborateur.

Politique de rémunération variable :

- La mutuelle accorde des primes sur objectifs sur certaines fonctions, notamment commerciales.
- Ces primes sont calculées en fonction de l'atteinte d'objectifs individuels qui sont formalisés pour chaque collaborateur
- Cette rémunération variable n'excède pas 25% de la rémunération totale pour 100% de l'objectif atteint.

- Une politique de rémunération spécifique encadre la rémunération des collaborateurs liée à la distribution des produits d'assurance (Directive Distribution Assurances – DDA)

Un accord d'intéressement est mis en place pour récompenser les salariés de leur engagement en cas d'atteinte d'objectifs stratégiques pour l'entreprise. Il est accompagné d'un Plan d'Epargne Entreprise pour bénéficier des avantages fiscaux liés à l'intéressement.

L'ensemble de ces éléments de rémunération et embauches doivent être intégrés dans le budget voté par le conseil d'administration, sans remettre en cause l'enveloppe de dépenses hors budget accordée au dirigeant opérationnel dans sa délégation de pouvoir.

L'ensemble des salariés bénéficie d'un régime de retraite complémentaire à cotisations définies type article 83. Les administrateurs ne bénéficient pas de ce régime.

B.1.6. Organisation et fonctionnement du Comité d'Audit

Composition

Au 31 décembre 2020, le Comité d'Audit de la mutuelle était composé de quatre administrateurs et d'un membre non-administrateur.

Attributions

Le Comité d'Audit a pour mission générale d'assurer le suivi :

- Du processus d'élaboration de l'information financière,
- De l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques opérationnels (en lien avec les processus),
- Du contrôle légal des comptes annuels par les Commissaires aux comptes, et de l'indépendance de ceux-ci.

Le Comité d'Audit assure le suivi des travaux des Commissaires aux comptes, et définit et supervise les missions d'audit externalisées.

Il rend compte au Conseil d'Administration de l'exercice de ses missions et l'informe sans délai de toute difficulté rencontrée.

Pouvoirs

Le Conseil d'Administration reconnaît au Comité d'Audit la possibilité de :

- Examiner tout domaine entrant dans le cadre de ses attributions ;
- Recevoir toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission, et se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles ;
- Obtenir des conseils d'experts indépendants de la mutuelle, et s'assurer de la présence d'intervenants disposant de l'expérience et de l'expertise appropriées, s'il l'estime nécessaire.

Réunions

Ce Comité s'appuie, dans ses travaux, sur les rapports transmis par les experts de la mutuelle, et sur des rapports et analyses externes mandatés directement par le Comité d'Audit ou le Conseil d'Administration.

Au 31 décembre 2020, le Comité d'Audit s'est réuni 5 fois sur les douze derniers mois.

B.1.7. Principe des 4 yeux

Miltis a identifié les responsabilités classiquement dévolues au Conseil d'Administration, et les responsabilités qui relèvent de la Direction Générale.

Le système de gouvernance mis en place au sein de Miltis dissocie la fonction de Directeur Opérationnel de la fonction de Président du Conseil d'Administration. Ces deux personnes assurent la direction effective de la mutuelle et remplissent les conditions de compétence, d'expérience et d'honorabilité.

Les formulaires de nomination ont été adressés à l'autorité de contrôle le 13 janvier 2016 pour le Directeur Opérationnel et le 15 juillet 2019 pour le Président actuel.

B.1.8. Délégations de pouvoirs

Délégations de l'Assemblée Générale

Conformément aux statuts, l'Assemblée Générale peut déléguer le pouvoir de déterminer des montants ou taux de cotisations et de prestations, en tout ou partie au Conseil d'Administration.

Délégations du Conseil d'Administration au Président

Le Président n'a pas de délégation permanente du Conseil d'Administration. Si besoin, une délégation expresse lui est accordée par le Conseil.

Délégations du Conseil d'Administration au Directeur Général

Le Conseil d'Administration du 18 décembre 2012 a nommé Monsieur Patrick JULIEN en qualité de Directeur Général de la Mutuelle.

Il assure les délégations reçues des instances pour représenter le groupement dans ses relations ordinaires avec les administrations, les organismes extérieurs, les créanciers, etc. Il rend compte de ses missions à l'instance ayant délégué.

Le Directeur Général reçoit expressément délégation pour signer tous actes et documents administratifs et financiers relatifs à ses missions, en application des décisions des instances compétentes.

Délégations aux opérationnels

Certains salariés ont une délégation directe auprès des banques pour les opérations courantes et pour la gestion des placements.

Le 1^{er} vice-Président bénéficie d'une délégation sur les comptes bancaires en Martinique. Le Directeur Antilles également mais uniquement en cas d'absence des administrateurs.

B.1.9. Adéquation du système de gouvernance

Le système de gouvernance est revu annuellement par le Conseil d'Administration de Miltis, par l'intermédiaire notamment :

- De la révision des politiques de risques. Le Conseil détermine l'appétence au risque et les limites de tolérance générale en approuvant les politiques de gestion des risques. Elles sont révisées à minima une fois par an.

- Ces politiques donnent un cadre de référence aux administrateurs pour les prises de décision
- De son intégration dans le processus ORSA à travers la réalisation annuelle de l'ORSA, voire infra-annuel en cas de changement significatif de l'environnement ou du profil de risques, et lors de la validation du rapport.
- Du rapport annuel du Comité d'audit et les échanges avec les membres

B.2 Compétences et honorabilités

Miltis veille à ce que toutes personnes qui dirigent effectivement l'entreprise ou qui occupent une fonction clé satisfassent en permanence aux exigences suivantes :

- Leurs qualifications, connaissances et expériences professionnelles sont propres à permettre une gestion saine et prudente (compétence) ;
- Leur réputation et leur intégrité sont de bon niveau (honorabilité).

B.2.1. Compétence et honorabilité des Administrateurs

Evaluation lors de la prise de fonction

Dans le formulaire de candidature, il est demandé aux intéressés de certifier qu'ils n'ont fait l'objet d'aucune interdiction ou incompatibilité susceptible d'empêcher l'exercice de leur mandat, et notamment qu'ils n'ont pas fait l'objet d'une condamnation conformément à l'article L.114-21 du Code de la Mutualité (lequel est reproduit au verso du formulaire).

Evaluation continue

Le Conseil d'Administration participe à la détermination de la stratégie et des orientations de la mutuelle et en contrôle la mise en œuvre.

Pour jouer ce rôle, le Conseil d'Administration doit maîtriser collectivement les textes et règlements applicables, savoir analyser la situation financière de la mutuelle, identifier les points clés qui nécessitent une vigilance constante ...

Pour cela, le Conseil d'Administration bénéficie :

- Des compétences collectives des Administrateurs, en veillant à ce que chaque domaine de compétences soit maîtrisé par plusieurs membres.
- De formations collectives et individuelles dont le programme est décidé chaque année en Conseil d'Administration.
- De la structure du Conseil d'Administration

Formations suivies par les Administrateurs en 2020

Les formations collectives suivantes ont été suivies en 2020 :

- « Actualités juridiques » le 05.11.2020
- « Les marchés de Miltis » le 24.11.2020
- « Le pilotage technique d'une mutuelle » le 07.12.2020

Cas donnant lieu à une réévaluation des exigences de compétences et d'honorabilité

Les principaux évènements donnant lieu à une réévaluation des exigences de compétences et d'honorabilité :

- Evolutions règlementaires,
- Election / cooptation d'un administrateur,
- Modification des membres du Bureau,
- Nouvelle orientation de l'activité de la mutuelle.

B.2.2. Compétence et honorabilité du Dirigeant

Evaluation lors de la prise de fonction

L'évaluation de la compétence du Dirigeant comprend une évaluation :

- Des diplômes et qualifications professionnelles,
- Des connaissances et expériences pertinentes dans les domaines de l'assurance, de la finance, de la comptabilité, de l'actuariat et de la gestion.

L'évaluation de l'honorabilité du Dirigeant comprend une évaluation de son honnêteté fondée sur des éléments concrets concernant son caractère, son comportement personnel et sa conduite professionnelle, y compris tout élément de nature pénale, financière ou prudentielle pertinent aux fins de cette évaluation.

Evaluation continue

Le Dirigeant rend compte régulièrement au Conseil d'Administration. En cas de défaillance, le Conseil d'Administration peut le révoquer à tout moment.

Cas donnant lieu à une réévaluation des exigences de compétences et d'honorabilité

Les principaux évènements donnant lieu à une réévaluation des exigences de compétences et d'honorabilité :

- Evolutions règlementaires,
- Nouvelle orientation de l'activité de la mutuelle.

B.2.3. Compétence et honorabilité des responsables des fonctions clés

Evaluation lors de la prise de fonction

L'évaluation de la compétence des responsables des fonctions clés comprend une évaluation :

- Des diplômes et qualifications professionnelles,
- Des connaissances et expériences pertinentes dans le secteur de l'assurance et dans le domaine de compétences lié à la fonction clé concernée.

L'évaluation de l'honorabilité des responsables des fonctions clés comprend une évaluation de leur honnêteté fondée sur des éléments concrets concernant leur caractère, leur comportement personnel et leur conduite professionnelle, y compris tout élément de nature pénale, financière ou prudentielle pertinent aux fins de cette évaluation.

Evaluation continue

Les Responsables des fonctions clés rendent compte régulièrement de leurs activités : au comité de pilotage de Miltis, et/ou au Comité d'Audit et/ou au Conseil d'Administration directement.

Les responsables des fonctions clés sont auditionnés annuellement par le Conseil d'Administration.

Un entretien d'évaluation annuel, avec le Directeur Général, permet de faire le bilan des compétences et des actions réalisées ; et de déterminer les besoins de formations individuelles le cas échéant.

Cas donnant lieu à une réévaluation des exigences de compétences et d'honorabilité

Les principaux évènements donnant lieu à une réévaluation des exigences de compétences et d'honorabilité :

- Evolutions règlementaires,
- Nouvelle orientation de l'activité de la mutuelle.

B.3 Système de gestion des risques

Le Conseil d'administration approuve annuellement l'ensemble des politiques couvrant les risques majeurs de la mutuelle.

Ces politiques ont été revues lors du Conseil d'Administration du 3 Décembre 2020.

B.3.1. Objectifs du système de gestion des risques

Le système de gestion des risques a pour objectif d'être totalement intégré dans le système de gouvernance de la mutuelle. Le Conseil d'Administration détermine l'appétence au risque et les limites de tolérance générale en approuvant les politiques de gestion des risques précitées.

Ces politiques sont approuvées par le Conseil d'Administration, révisées à minima une fois par an, et sont adaptées en cas de changement important.

B.3.2. Processus ORSA

Le dispositif d'évaluation interne des risques et de la solvabilité (noté ORSA) est intégré au fonctionnement de l'entreprise et s'inscrit dans le cadre du dispositif de gestion des risques.

La démarche ORSA est placée sous la responsabilité conjointe de la fonction gestion de risques et du dirigeant opérationnel avec la contribution des fonctions techniques, financières et commerciales, ainsi que des administrateurs.

Le Conseil d'Administration est intégré dans le processus ORSA :

- Lors de la validation du rapport ORSA, le conseil d'administration peut, selon son jugement, exiger de revoir et/ou corriger des paramètres concernant l'environnement externe (concurrence, juridique, économie, fiscalité, etc.) ou interne (interdépendances de décisions, évolution du niveau d'appétence aux risques fixé, adaptation de la stratégie et/ou de l'organisation, etc.) ;
- À tout moment, dès lors qu'un changement de cap stratégique est proposé au Conseil d'Administration ayant pour conséquence de faire prendre un risque nouveau à la Mutuelle et qui est considéré comme un risque majeur, selon la définition retenue ci-dessus.

L'ORSA est utilisé comme un outil de pilotage de la mutuelle, pleinement intégré au processus budgétaire annuel

Dans le cadre de cet exercice, la mutuelle analyse, évalue et s'assure de la couverture de l'ensemble des risques auxquels elle est soumise et détermine ses besoins de solvabilité.

Pour cela, la démarche ORSA de la mutuelle se fonde sur les étapes suivantes :

- Une identification préalable du besoin global de solvabilité
- Un respect permanent des exigences réglementaires en projetant l'activité de la mutuelle dans des conditions normales et dans des conditions adverses
- Une étude de la déviation du profil de risque de la mutuelle par rapport à la formule standard proposée par la législation

Le processus ORSA est construit à partir des objectifs de développement de la mutuelle, que ce soit en termes de politiques d'indexation que de développement de nouveaux produits ou de nouveaux partenariats, et d'une réflexion sur les risques majeurs associés à l'activité en général et à ce développement en particulier, ainsi que sur les axes de développements alternatifs.

Cette vision générale est partagée entre acteurs de l'entreprise et fait l'objet d'une validation en comité, puis d'une valorisation en scénario central, stress tests et scénarii alternatifs.

L'ensemble des résultats de cette démarche est partagé avec le CA et présentée en conseil.

B.3.3. Système de gestion des risques

Le système de gestion des risques repose sur les politiques de risques ainsi que sur l'organisation de la Mutuelle :

- Le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration :

- détermine la stratégie sur proposition de la Direction opérationnelle, et en contrôle la mise en œuvre
- détermine l'appétence au risque et les limites de tolérance générale en approuvant les politiques de gestion des risques.
- est intégré dans le processus ORSA à travers la réalisation annuelle de l'ORSA, voire infra-annuel en cas de changement significatif de l'environnement ou du profil de risques, et lors de la validation du rapport.

- Le Comité d'Audit

Le Comité d'Audit a pour mission générale d'assurer le suivi du processus d'élaboration de l'information financière et de veiller à l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques opérationnels.

Il définit et supervise les missions d'audit externalisées, et rend compte au conseil d'administration de son activité et des résultats de ces audits.

Lors des missions d'audit interne, et en fonction des thématiques contrôlées, l'auditeur s'assure du respect des politiques de risques. Les rapports sont directement soumis au Comité d'Audit.

- Le Directeur Opérationnel et les collaborateurs en charge de la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie

La Direction Générale :

- Propose et met en œuvre la stratégie validée par le Conseil d'Administration,
- Gère au quotidien la mutuelle de façon à maîtriser son profil de risque,
- Participe à l'identification des risques majeurs avec les contributions des administrateurs et des membres du COMILTIS
- Met en œuvre la politique de gestion des risques.

La stratégie de la Mutuelle est formalisée dans les politiques de risques. Les objectifs de développement ainsi que les charges pour la mise en œuvre de cette stratégie sont définis dans le plan à 5 ans et dans le budget prévisionnel de la Mutuelle.

Des objectifs sont assignés à chaque collaborateur afin d'assurer la mise en œuvre de la stratégie approuvée par le Conseil d'Administration.

Le système de gestion des risques est parfaitement intégré à la structure organisationnelle et aux procédures de prise de décision de la mutuelle. Ce système est dument pris en compte par les personnes qui dirigent effectivement la mutuelle et par celles qui sont en charge de la mise en œuvre opérationnelle

- Les fonctions clés

Les responsables des quatre fonctions clés remettent un rapport d'activité annuel au Conseil d'Administration et sont auditionnés sans la présence du Directeur Opérationnel.

B.3.4. Responsabilités de la fonction de gestion des risques

Le Responsable de la gestion des risques anime le dispositif de gestion des risques, en coordination avec les autres acteurs de la gestion des risques afin de déceler, mesurer, contrôler, gérer et déclarer, en permanence, les risques.

Il communique au Conseil d'Administration ou au Comité d'Audit les risques qui ont été identifiés comme potentiellement importants ou spécifiques, de sa propre initiative ou à la demande du Conseil d'Administration ou du Comité d'Audit.

Le responsable de la fonction de gestion des risques a la possibilité d'accéder à tout type d'information sans restriction, et peut communiquer avec l'ensemble des collaborateurs de Miltis, les responsables des fonctions clés, les sous-traitants et les collaborateurs du groupement de fait.

Toutes ces personnes doivent l'informer, sans délai, de tout risque ou incident majeur détecté.

B.3.5. Principe de la « Personne Prudente »

Les orientations générales de la politique de placements répondent à plusieurs objectifs, et notamment :

- Optimiser le couple rendement / risques des placements financiers dans le respect de la réglementation et des orientations fixées par le Conseil d'Administration,
- Veiller à la liquidité du portefeuille,
- Coordonner les échéances du passif et les échéances des actifs,
- Répartir les placements sur différentes catégories d'actif.

La politique de placement est réexaminée à minima annuellement par le Conseil d'Administration. Le Conseil valide les allocations cibles présentées, qui servent ensuite de cadre aux opérations réalisées.

B.4 Contrôle Interne

La mutuelle a mis en place un dispositif de contrôle interne afin de contribuer à la prévention et à la maîtrise des risques de l'activité de l'entreprise. Le contrôle interne vise à fournir une assurance raisonnable quant à l'atteinte des objectifs de l'organisation, en veillant notamment à ce qu'il n'existe pas d'éléments matériels de nature à remettre en cause le fonctionnement de l'entreprise. Cette organisation vise à s'assurer :

- De la fiabilité du processus d'élaboration de l'information financière,
- De la prévention et de la maîtrise des risques opérationnels concernant l'activité,
- De la conformité aux lois et réglementations en vigueur.

B.4.1. Contrôle Interne

Le responsable de la gestion des risques est en charge de la gestion opérationnelle du dispositif de contrôle interne, lequel s'inscrit dans le cadre de la politique de gestion des risques et de maîtrise des activités.

Le dispositif de contrôle interne repose sur :

- La cartographie des risques majeurs (risques financiers, assurances, opérationnels, stratégiques et environnementaux).

Elle repose sur la méthode « top – down » partant de la vision du top management et permettant de collecter l'ensemble des grands risques pouvant menacer les principaux actifs de Miltis.

Cette cartographie est un outil de pilotage de la Mutuelle et est intégrée dans le cadre de l'ORSA.

- La cartographie des risques opérationnels.

Elle repose sur deux méthodologies d'analyse des risques complémentaires :

- Risques opérationnels par périmètre de responsabilité : méthode « top – down »
- Risques opérationnels par processus : approche dite « bottom – up » c'est-à-dire partant de l'analyse des processus avec les opérationnels et permettant d'évaluer les dispositifs de maîtrise des risques.
- Pour ces deux approches, il s'agit d'analyser les risques bruts, les actions de maîtrise, l'adéquation risque brut / maîtrise et de définir les actions de correction / d'amélioration.

Selon les activités décrites, les cartographies des risques établies peuvent être spécifiques à la mutuelle, relatives à la délégation de gestion ou au groupement de fait.

- Les Indicateurs Contrôle Interne :

Il s'agit de contrôles réalisés et/ou supervisés par le Responsable de la gestion des risques selon des thématiques ciblées et selon des périodicités définies.

Ce dispositif repose sur un tableau de bord des Indicateurs Contrôle Interne ainsi que sur des fiches de contrôle propres à chaque indicateur.

La mise en œuvre de ce plan de contrôle permet d'alimenter les cartographies des risques opérationnels.

- Les politiques de risques

Le Responsable de la gestion des risques s'assure du respect des indicateurs et règles via le tableau de bord de contrôles associés.

- La base Incidents

Les objectifs de la collecte des incidents sont de :

- Fournir des éléments complémentaires améliorant le pilotage des activités de la mutuelle et la maîtrise des risques,
- Renforcer la qualité de la cartographie des risques en améliorant l'exhaustivité du recensement des risques et en fournissant des données réelles sur les impacts et la survenance des risques.

Le responsable de la gestion des risques reporte régulièrement au Comité d'Audit.

B.4.2. Conformité

Le Responsable juridique et de vérification de la conformité élabore la cartographie des risques de conformité et conseille à la fois le Dirigeant Opérationnel et le Conseil d'Administration sur les impacts que tout changement juridique en lien avec les activités d'assurance et de réassurance peut avoir sur Miltis.

Le responsable de la conformité et le responsable de la gestion des risques sont rattachés au Directeur Opérationnel de Miltis. Pour assurer leur indépendance et lorsque les circonstances l'exigent, ils peuvent agir indépendamment de leur supérieur hiérarchique en saisissant le Conseil d'Administration ou le Comité d'Audit à tout moment pour signaler un problème particulier. Cet accès a vocation à rester exceptionnel et vise à mettre en évidence des cas problématiques majeurs qui n'auraient pas été portés à la connaissance des administrateurs.

Le Responsable de la fonction conformité est présent à chaque Conseil d'Administration et reporte régulièrement à ce dernier, selon les sujets à l'ordre du jour.

B.5 Fonction audit interne

Le responsable de la fonction d'audit interne est le Directeur Antilles. Compte tenu de la taille de la mutuelle, la fonction audit interne est externalisée auprès de sous-traitants.

Le Comité d'Audit définit le plan d'audit. Il veille à la correcte réalisation de la mission et suit la mise en œuvre des éventuels axes d'amélioration définis.

Le prestataire externe présente son rapport d'audit directement au Comité d'Audit.

Pour assurer l'indépendance du sous-traitant en charge de la fonction d'audit interne :

- Le prestataire est indépendant de toute fonction opérationnelle de Miltis ou ne présentant pas de conflit d'intérêt dans l'exercice de sa mission,
- Le prestataire présente son rapport d'audit directement au Comité d'Audit.

Pour assurer l'indépendance du responsable de la fonction d'audit interne :

- Lorsque les circonstances l'exigent, il peut saisir le Conseil d'Administration à tout moment pour signaler un problème particulier. Cet accès a vocation à rester exceptionnel et vise à mettre en évidence des cas problématiques majeurs qui n'auraient pas été portés à la connaissance des Administrateurs.
- Lorsque les circonstances l'exigent, et après avoir consulté l'ensemble des membres du Comité d'Audit et, s'il l'estime nécessaire, après avoir obtenu des conseils d'experts indépendants de la mutuelle, il a la possibilité d'alerter l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR).

Le Responsable de la fonction d'audit interne émet, au moins une fois par an, un rapport d'audit interne à destination du Conseil d'Administration sur le suivi des recommandations.

Le Comité d'Audit émet également un rapport d'activité annuel à destination du Conseil d'Administration.

B.6 Fonction actuarielle

Sa mise en œuvre est sous-traitée mais pas la responsabilité qui incombe au Responsable de la fonction en interne.

Cette solution de sous-traitance permet de disposer de multiples compétences (Vie – Non-Vie) et de bénéficier d'un partage d'expériences avec d'autres organismes mutualistes que le prestataire accompagne déjà. Dans le cadre de cette fonction, le Responsable est chargé de :

- Piloter la sous-traitance
- Définir la mission
- Analyser les travaux réalisés et les rapports produits par le sous-traitant,
- Demander des précisions et/ou des travaux complémentaires au sous-traitant,
- Présenter les rapports au Conseil d'Administration.

De nombreux échanges ont lieu avec le prestataire et avec l'actuaire de la Mutuelle.

Le prestataire intervient dans les domaines suivants :

- Evaluation des provisions techniques et cohérence de la qualité des données utilisées pour ces évaluations,
- Analyse des indexations et des lancements de nouveaux produits,
- Analyse de la réassurance,
- Validation de l'évaluation du SCR effectuée par les équipes de Miltis,
- Accompagnement sur une partie des travaux calculatoires de l'ORSA et relecture globale du rapport rédigé par les équipes de Miltis.

B.7 Sous-traitance

- Sous-traitance des fonctions critiques ou importantes

Les fonctions clés (gestion des risques, audit interne, conformité et fonction actuarielle) sont des fonctions critiques.

Compte-tenu de la taille de la mutuelle, il a été décidé d'externaliser certaines fonctions clés (audit interne et fonction actuarielle) auprès de sous-traitants, mais pas leur responsabilité.

Pour la fonction audit interne, le Comité d'Audit, après avoir évalué les risques pour définir les priorités, établit le plan d'audit et sélectionne le prestataire en fonction des thèmes de contrôle et d'une évaluation reposant sur plusieurs critères listés dans la politique de risques dédiée.

Le Responsable de la fonction actuarielle est en charge du choix du sous-traitant sur la base d'une évaluation dont les critères sont définis dans la politique de sous-traitance.

Les dispositions à inclure dans le contrat de sous-traitance, ainsi que le plan d'urgence permettant la sortie de la sous-traitance sont définis dans la politique de risque dédiée.

- Sous-traitance des activités opérationnelles ou importantes

Dès lors que Miltis délègue la gestion d'une partie de ses contrats, l'activité sous-traitée est considérée comme critique pour la mutuelle. Les dispositions à inclure dans le contrat de sous-traitance, ainsi que le plan d'urgence permettant la sortie de la sous-traitance sont définis dans la politique de risque dédiée.

C. PROFIL DE RISQUES

Introduction

De manière complémentaire à l'organisation décrite dans la gouvernance, la mutuelle procède à l'étude des risques de la manière suivante :

- **Identification :**

La première étape de la démarche de gestion des risques consiste à s'assurer que l'ensemble des risques auquel est soumise la mutuelle est bien identifié. Cette identification est réalisée de deux manières :

- Approche réglementaire : Etude de la législation et notamment de l'Article 44 de la directive européenne (souscription et provisionnement, gestion actif-passif, investissement financier, gestion du risque de liquidité et de concentration, gestion du risque opérationnel, réassurance et les autres techniques d'atténuation du risque) mais aussi des risques émergents et les risques stratégiques et de réputation
- Approche propre à la mutuelle : Parallèlement à l'approche réglementaire, la mutuelle identifie quels sont les risques les plus importants ou significatifs à travers son dispositif de cartographie des risques majeurs et son dispositif ORSA.

- **Mesure :**

Consécutivement à l'identification, la mutuelle définit des critères de mesure et de quantification des risques (fréquence, impact, ...) ceci au moyen d'outils, de règles ou d'indicateurs (cartographie des risques, formule standard, outil de business-plan)

- **Contrôle et gestion :**

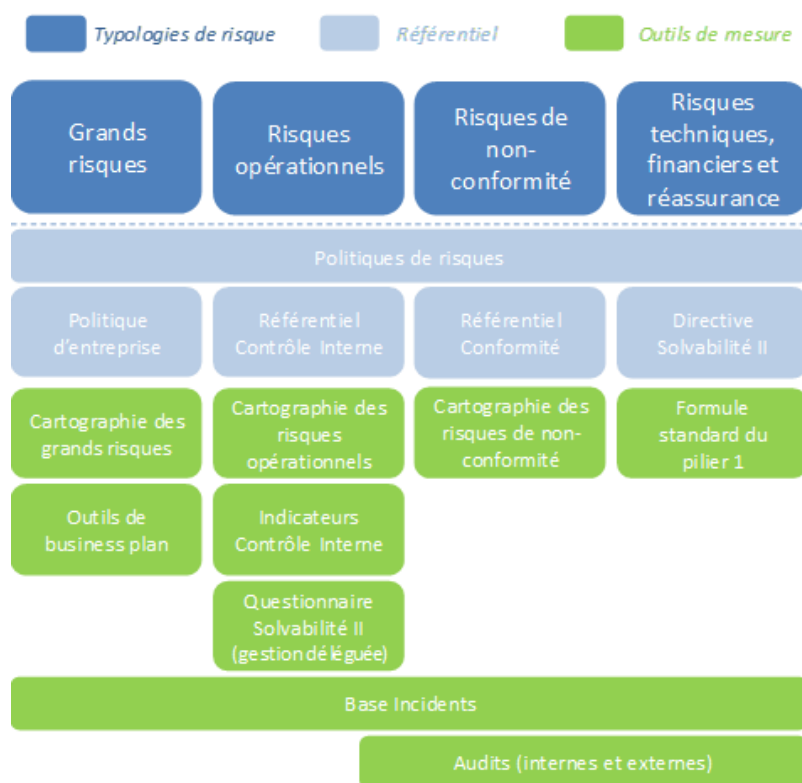
Le contrôle et la gestion des risques sont assurés par l'organisation décrite dans le paragraphe précédent qui permet de surveiller et de piloter les risques afin d'en limiter leurs impacts.

Enfin, dans le cadre de l'activité de contrôle, la mutuelle prévoit des plans de redressement permettant de limiter l'exposition de la mutuelle en cas de survenance d'un événement majeur.

- **Déclaration :**

La déclaration des risques est assurée de manière régulière par la fonction gestion des risques aux dirigeants effectifs et au conseil d'administration.

De manière générale, le profil de risque de la mutuelle est appréhendé de la manière suivante :



C.1 Souscription

Le risque de souscription et de provisionnement de la mutuelle correspond au risque de perte financière découlant d'une tarification ou d'un provisionnement inadapté à la garantie sous-jacente (les cotisations ne permettent pas de couvrir les prestations et frais de l'organisme ou les provisions ne permettent pas de couvrir les prestations afférentes).

La mutuelle pilote son risque de souscription et de provisionnement au travers de plusieurs indicateurs suivis régulièrement et présentés à la Direction et au Conseil d'Administration.

Afin de maîtriser les risques évoqués plus haut, la mutuelle a défini une politique de souscription et de provisionnement qui contribue au système de gestion des risques. A cet effet :

- La politique de souscription fixe des seuils en termes de tarification. Elle limite également les conditions de commissionnement des partenaires courtiers.
- Le processus de renouvellement tarifaire ou de création de nouveaux produits innovants prévoit un second regard de la part de la fonction actuarielle.
- Le processus de provisionnement prévoit notamment une revue par la fonction actuarielle.
- Le recours structuré à la réassurance permet de protéger la solvabilité de la mutuelle.

Par ailleurs la sensibilité de la mutuelle au risque de souscription est testée dans le processus ORSA par la mise en place de scénarios liés à la réassurance et à la sinistralité.

C.2 Marché

Le risque de marché correspond à l'impact sur les fonds propres de la mutuelle de mouvements défavorables liés aux investissements. Ce risque de marché peut provenir :

- D'une dégradation de valeur d'une classe d'actifs détenue par la mutuelle,
- D'une dégradation de notation des titres détenus par la mutuelle,
- D'une forte concentration d'investissement sur un même émetteur,
- D'une inadéquation entre les caractéristiques de l'actif et du passif du portefeuille.

Risque de change :

Miltis est soumis au risque de change de façon marginale, dans la mesure où la très grande majorité des placements et la totalité de l'activité sont réalisées en euros.

Risque de taux :

L'activité de la mutuelle est essentiellement portée par l'activité Santé avec des contrats annuels qui présentent donc des mouvements d'encaissements et de prestations à moins d'un an.

Compte tenu de ces engagements à court terme, une part importante des placements doit être disponible à tout moment afin de faire face à ce risque court.

Par conséquent, le risque résultant d'une variation des taux d'intérêts, à la hausse ou à la baisse, est assez limité. Cela est confirmé par le calcul du sous module « SCR interest », détaillé plus loin dans ce rapport.

Afin de maîtriser les risques évoqués plus haut, la mutuelle a défini une politique de placements et de gestion actif-passif qui contribuent au système de gestion des risques.

Tous les placements de la mutuelle sont réalisés dans le respect du principe de la personne prudente :

- La mutuelle est en mesure d'appréhender les risques financiers associés aux actifs détenus.
- Les investissements sont réalisés dans le meilleur intérêt des adhérents.

C.3 Crédit

Miltis veille à travailler avec des partenaires disposant d'une solvabilité solide. Le risque de défaillance d'une contrepartie est mesuré par des agences de notations internationales qui indiquent la qualité de crédit des émetteurs par un rating.

Politique de réassurance

Les partenaires réassureurs doivent présenter une solidité financière de tout premier rang.

La politique prévoit une notation minimale des contreparties. Un suivi des notations des réassureurs est mis en place, afin d'éventuellement arbitrer en faveur des meilleures contreparties. Lorsque que le réassureur n'est pas raté, il doit présenter un ratio de solvabilité satisfaisant en norme S2.

Politique de placements

La politique prévoit une notation minimale des organismes bancaires. Les placements sont déposés auprès d'établissements qui ont une solidité financière de tout premier rang et leur notation est vérifiée périodiquement.

Le Conseil d'Administration s'assure régulièrement que les fonds propres de la mutuelle sont investis dans des placements diversifiés en termes de support et de contrepartie.

C.4 Liquidité

Compte tenu de la nette prépondérance de l'activité Santé, donc à moins d'un an, la politique de placements est guidée par une volonté de liquidité importante conformément au principe de la personne prudente.

La détermination du besoin de trésorerie consiste en l'identification des sommes devant être disponibles pour la gestion quotidienne de la mutuelle (prestations, charges...) et de celles pouvant être investies à plus long terme, ainsi que l'horizon temporel de ce placement.

Cette étape fondamentale permet de garantir une cohérence globale des placements et, par conséquent, d'optimiser le rendement du portefeuille et surtout de se prémunir contre des opérations de désinvestissement massif et inattendu, pouvant conduire à la réalisation de moins-values importantes.

Le Conseil d'Administration veille à ce que l'allocation cible comprenne un volet important de placements peu risqués et disponibles à tout moment.

L'équipe opérationnelle réalise des arbitrages dans le respect de cette allocation cible, et suit au quotidien les flux de trésorerie.

Elle prévoit une réserve de liquidité appropriée pour faire face aux mouvements de trésorerie quotidiens, en fonction de l'activité de la mutuelle.

Enfin le bénéfice attendu inclus dans les primes futures correspond au Best Estimate de primes pour un montant de 1 382 506 €.

C.5 Risque opérationnel

Sur le plan opérationnel, le profil de risque de la Mutuelle est lié au mode d'exercice de son activité. Ces sujets sont encadrés par les politiques de risques et par les dispositifs de gestion des risques incluant les dispositifs de contrôle interne, conformité et audit interne.

- Distribution en grande partie intermédiée :

Miltis a recours à des intermédiaires pour la distribution de ses produits car son réseau direct ne représente qu'une faible part des ventes. Cependant Miltis travaille avec peu de courtiers mais de taille importante ce qui facilite les échanges avec eux et leur contrôle. La grande majorité du chiffre étant réalisé avec des courtiers de longue date.

- Délégation de gestion à plusieurs délégataires ;

Miltis a également recours à la délégation de gestion sur la quasi-totalité de son activité. Cela lui permet d'avoir une souplesse opérationnelle et la meilleure qualité de gestion quel que soit le type de produit. Le coût varie donc en fonction du volume d'activité et permet à la mutuelle de ne pas avoir à réaliser de lourds investissements.

Ce modèle pourrait constituer un risque supplémentaire selon la qualité des opérations réalisées par les délégataires et leurs délais de traitement sur lesquels la visibilité est moindre que dans une gestion internalisée. Afin de maîtriser les risques liés à ces délégations, les rôles et responsabilités sont définis au sein de la mutuelle (mise en œuvre opérationnelle et pilotage de la relation ; contractualisation ; contrôles).

- Mise en œuvre opérationnelle et pilotage de la relation : service en charge de la relation avec les partenaires
- Contractualisation : service juridique et conformité
- Contrôle des flux : service actuariat
- Contrôle des processus opérationnels et de la conformité des opérations : service contrôle interne, service audit interne, service conformité et le DPO.

Afin de maîtriser les risques liés à ces délégations, des contrôles / reporting à distance et/ou sur place sont organisés.

- Recours à la réassurance.

La réassurance est un moyen de répartir les risques, de piloter la solvabilité et d'augmenter la capacité de souscription de la mutuelle.

La réassurance fait partie intégrante de la stratégie de souscription et de développement de Miltis, essentiellement dans le domaine de la santé individuelle, de la santé collective et de la prévoyance. Elle est utilisée en premier lieu afin de sécuriser le portefeuille et le lancement de nouveaux produits, sur lesquels Miltis dispose d'une expérience réduite ou dont les volumes potentiels sont importants. Le réassureur apporte alors à la fois une expertise et un partage de la prise de risque.

L'actuaire est responsable de la relation avec les réassureurs. Le reporting est assuré par l'actuariat et la comptabilité. La contractualisation par le juridique et la conformité.

C.6 Autres risques

Au-delà des risques mentionnés précédemment, la mutuelle est en particulier soumise aux risques stratégiques, c'est-à-dire liés aux évolutions du marché et de la concurrence. Le suivi et le pilotage de l'activité au quotidien, ainsi qu'un effort particulier de diversification permettent de limiter ce risque et, en particulier, de réagir très rapidement en cas de dérive de certaines lignes de produits ou de certains partenaires.

D. VALORISATION

D.1 Evaluation des actifs

Le bilan prudentiel comporte les postes d'actif suivants :

Actif Solvabilité 2	31/12/2020	31/12/2019
Actifs incorporels	0	0
Impôts différés actifs	0	0
Immobilisations corporelles pour usage propre	621 977	444 879
Participations	462 694	413 231
Actions non cotées	69 087	68 340
Obligation d'entreprises	700 130	700 065
Fonds d'investissement	5 620 980	6 048 768
Dépôts autres que ceux assimilables à de la trésorerie	8 307 248	7 201 642
Provisions techniques cédées	7 500 192	2 703 716
Créances nées d'opérations d'assurance	18 065 481	11 075 665
Créances nées d'opérations de réassurance	3 530 876	1 318 823
Autres créances (hors assurance)	1 090 649	1 037 677
Trésorerie et équivalent trésorerie	11 209 855	8 287 336
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	83 904	106 638
Total de l'actif	57 263 074	39 406 780

Les actifs incorporels sans valeur de marché comptabilisés dans les comptes sociaux sont exclus du bilan prudentiel.

Les immobilisations corporelles pour usage propre comprennent la valeur de l'immobilier de bureau pour un montant conforme à l'expertise immobilière de 2020, ainsi que les agencements s'y rattachant et divers matériels et cautions.

Les placements s'établissent à 15 160 k€ en valeur de marché au 31 décembre 2020, et incluent les participations détenues, les actions, les obligations, les titres structurés, les organismes de placements collectifs et les dépôts autres que ceux assimilables à de la trésorerie.

Les provisions techniques cédées sont constituées à hauteur de 7 500 K€ par la part des cessionnaires (réassureurs) sur les provisions pour prestations à payer, évaluées en méthode best estimate. Cette méthode de valorisation est distincte de celle utilisée pour les comptes sociaux. L'évolution est directement liée à l'évolution des provisions techniques brutes au passif.

Les créances nées d'opérations directes d'un montant global de 18 065 K€ se composent essentiellement des créances des assurés, des intermédiaires et des gestionnaires.

Les créances nées d'opérations de réassurance s'élèvent à 3 531 K€.

Les autres créances d'un montant de 1 091 K€ comprennent notamment des créances sur l'état et les organismes sociaux.

La trésorerie correspond aux avoirs en banque pour un montant de 11 210 k€ incluant les placements sur livrets.

Les autres actifs concernent les charges constatées d'avance et surcotes pour 84 k€.

D.2 Evaluation des provisions techniques

D.2.1. Calcul du « Best Estimate Liability »

Dans le cadre de son activité, Miltis constitue les provisions suivantes en norme S1 :

- Provisions pour prestations à payer (PPAP) : il s'agit de la valeur estimative des dépenses en principal, nécessaires au règlement de toutes les prestations survenues au cours de l'exercice et non encore payées. Cette provision est évaluée autant sur le portefeuille Vie que sur le portefeuille Santé.
- Provision mathématique (PM) : pour les contrats avec un engagement viager de la mutuelle, c'est la différence entre les valeurs actuelles probables des engagements pris par la mutuelle, d'une part, et par les membres participants, d'autre part.
- Provision pour participation aux excédents (PPE) : montant des participations aux excédents attribuées aux membres participants, au titre des garanties Vie, lorsque ces excédents ne sont pas payables à la clôture de l'exercice les ayant produits. La PPE est évaluée sur le portefeuille Vie de Miltis, selon les contraintes réglementaires.

En norme S2, ces provisions sont réestimées en vision « Best Estimate Liability », soit en « vision économique », avec l'estimation la plus juste et probable de l'ensemble des flux futurs. Ces flux sont ensuite actualisés selon la courbe des taux EIOPA.

D.2.2. Best Estimate Liability Santé non SLT

L'évaluation du Best Estimate Santé a été réalisée sur la base :

- Pour la partie liée aux sinistres de survenance antérieure au 31/12/2020, d'une estimation des prestations à payer sur la base de triangles Chain Ladder, de manière similaire à l'évaluation des PPAP, à laquelle sont intégrés des taux d'actualisation issus du scénario « sans volatility adjustment » de l'EIOPA. Notons que, en normes comptable, cette approche technique a conduit sur les derniers exercices à un niveau de fiabilité satisfaisant, avec des bonis de liquidation limités. A cette estimation de prestations est associée celle relative aux frais des sinistres portés par Miltis. L'ensemble des frais relatifs aux prestations est projeté. Par ailleurs, les hypothèses de chargement et de cession en réassurance 2020 sont utilisés pour la modélisation de la réassurance.

- La taxe exceptionnelle COVID qui sera payée en 2021 et 2022 au titre des survenances 2020 et 2021 est également projetée dans les flux futurs de prestations, et ajoutée au Best Estimate de Provisions, conformément à la recommandation de l'ACPR. Cette taxe est projetée aussi bien en brut de réassurance qu'en cession.
- Pour la partie liée aux primes, l'approche consiste à estimer la valeur des contrats dont l'engagement était connu au 31/12/2020, c'est-à-dire relatifs aux adhérents présents en portefeuille au 01/01/2021. Cette partie est évaluée à partir :
 - o Des cotisations et prestations projetées sur l'exercice 2021, sur la base d'une part des taux d'indexation votés en CA et appliqués en 2020 et, d'autre part, des P/C observés en 2020, et projetés via des hypothèses d'évolution de la consommation entre 2020 et 2021, ainsi que de vieillissement de la population assurée et les évolutions réglementaires.
 - o De l'ensemble des frais de la mutuelle MILTIS, en s'appuyant sur les comptes de résultats 2020.
 - o Des hypothèses de chargement et de cession en réassurance mis en place en 2021.

Le BEL Santé net de réassurance atteint 3 160 924 € au 31/12/2019.

D.2.3. Best Estimate Liability Vie

Le BEL Vie se décompose en trois parties :

- Le Best Estimate de sinistres, fondé sur l'utilisation de la méthode de Chain Ladder permettant d'évaluer les prestations à payer, auquel est associé un taux de frais de gestion des prestations conformément aux chiffres observés au 31/12/20.
- Le Best Estimate de primes, construit
 - o Sur le portefeuille viager, par l'intermédiaire d'une projection de chaque flux (cotisation, prestation, rachat, frais, participation aux résultats) année après année, d'un taux de frais de gestion des prestations et d'un taux de frais de gestion des cotisations. Cette évaluation prend en considération la charge annuelle liée à la participation aux excédents réglementaire.
 - o Sur le portefeuille annuel, d'une seule année de projection, s'agissant de garanties annuelles.
- La projection de la PPE et de la PE. La PPE distribuée dans la projection des flux futurs Vie correspond à la distribution réglementaire, à savoir 85% du résultats financiers et 90% du résultats techniques. Il n'y a pas de distribution supplémentaire qui serait discrétionnaire.

Le Best Estimate Vie net de réassurance est égal à 1 027 210 € à la date de clôture de l'exercice.

D.2.4. Marge pour risque

Afin de calculer les provisions techniques en valeur de marché, il est nécessaire d'intégrer une marge pour risque (correspondant au coût d'immobilisation du SCR du portefeuille relatif à l'activité technique). Cette marge pour risque est ajoutée au « Best Estimate » dans le bilan aux normes Solvabilité II. Elle n'est cependant pas prise en considération dans les calculs du SCR.

Afin d'évaluer cette marge pour risque, un SCR propre aux activités d'assurance de l'organisme est estimé, puis projeté. La somme actualisée des flux de SCR fournit alors la marge pour risque.

Conformément aux orientations publiées par l'ACPR, la marge de risque est évaluée par LOB, en projetant les SCR(t). Nous obtenons une Marge pour risque totale de 1 784 227 €

Compte tenu de l'activité de Miltis qui est centrée autour de la complémentaire santé (97%) et de la garantie obsèques (3%), les provisions sont d'une grande stabilité au fil du temps et ne nécessitent pas d'intégrer de mesures de correction de la volatilité. C'est pourquoi, la mutuelle Miltis n'utilise pas la mesure de correction pour volatilité dans les calculs de ses provisions techniques.

D.3 Evaluation des autres passifs

Le bilan prudentiel comporte les postes de passif suivants :

Passif Solvabilité 2	31/12/2020	31/12/2019
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	12 288 539	5 345 250
Provisions techniques vie (hors santé, UC ou indexés)	1 184 014	1 538 704
Provisions autres que les provisions techniques	1 248	4 018
Impôts différés passifs	96 225	7 550
Dettes nées d'opérations d'assurance	1 220 387	933 017
Dettes nées d'opérations de réassurance	13 031 257	6 102 697
Autres dettes (non liées aux opérations d'assurance)	8 875 964	6 917 599
Total du passif	36 697 636	20 848 835
Actif net	20 565 438	18 557 945

Les provisions techniques sont décrites dans la partie dédiée de ce rapport. L'augmentation des provisions entre 2019 et 2020 vient en particulier du contexte COVID, de l'intégration de la taxe COVID dans les provisions selon les recommandations et de l'évolution de BE de primes entre 2019 et 2020.

Les autres provisions correspondent à l'amortissement dérogatoire.

Les impôts différés passifs nets s'élèvent à 96 k€. Le fonctionnement des impôts différés est décrit dans la partie de ce rapport dédiée aux fonds propres.

Les autres dettes d'un montant de 23 128 k€ comprennent :

- des commissions à verser au principal gestionnaire
- des dettes vis-à-vis des intermédiaires
- des dettes nées des opérations de réassurance
- des dettes envers le personnel
- des dettes d'impôt
- des dettes fournisseurs et créiteurs divers

D.4 Méthodes de valorisations alternatives

L'immeuble détenu pour usage propre est valorisé dans le bilan prudentiel conformément à l'expertise immobilière actualisée à la date de valeur du dernier jour de l'exercice.

E. GESTION DU CAPITAL

E.1 Fonds propres

L'établissement du bilan prudentiel amène à une hausse des fonds propres se décomposant ainsi :

	31/12/2019	31/12/2020
Fonds propres S1	18 425 190	20 238 452
Diminution des actifs incorporels	-326 211	-323 815
Passage en valeur de marché	-247 506	-32 827
Vision économique des provisions	2 225 554	2 564 081
Marge de risque	-1 511 531	-1 784 227
Impôt différé	-7 550	-96 225
Fonds propres S2	18 557 945	20 565 438

Les fonds propres sont intégralement de niveau 1 non restreint.

Le montant de l'impôt différé est égal à 28 % de la différence de valorisation sur les postes soumis à IS. En effet, tous les postes soumis à l'IS dans les comptes sociaux comme dans les comptes prudentiels le sont à 28 %. Le montant net est inscrit à l'actif si les fonds propres sous Solvabilité II sont inférieurs aux fonds propres dans les normes actuelles et au passif dans le cas inverse.

E.2 Note méthodologique : SCR et MCR

Nous présentons ci-dessous une synthèse des principaux éléments concernant l'évaluation du SCR sur la base des comptes au 31/12/2020.

Les paramètres de calcul retenus sont ceux des textes relatifs aux exigences quantitatives : directive Solvabilité 2 modifiée par Omnibus 2, les dispositions de niveau 2 et les dispositions de niveau 3, pour le modèle standard. La courbe des taux est celle correspondant au scénario Baseline sans Volatility Adjustment de la France.

E.2.1. Calcul du Niveau de Solvabilité Requis (SCR)

Rappel des principales formules

Le niveau de solvabilité requis est égal à :

$$SCR = BSCR + Adj + SCR_{Op}$$

Avec Adj. l'ajustement permettant la prise en compte des impôts différés et éventuellement de la provision discrétionnaire pour participation aux excédents, SCR_{Op} le SCR lié au risque opérationnel et BSCR :

$$BSCR = \sqrt{\sum_{ij} Corr_{ij} \times SCR_i \times SCR_j} + SCR_{intangibles}$$

Avec SCR_{intangibles} le SCR lié aux actifs incorporels et Corr_{ij} la matrice de corrélation ci-dessous :

CorrSCR=	SCR _{mkt}	SCR _{def}	SCR _{life}	SCR _{health}	SCR _{nl}
SCR _{mkt}	100%	25%	25%	25%	25%
SCR _{def}	25%	100%	25%	25%	50%
SCR _{life}	25%	25%	100%	25%	0%
SCR _{health}	25%	25%	25%	100%	0%
SCR _{nl}	25%	50%	0%	0%	100%

Le risque de souscription Santé

L'objectif est de mesurer l'impact sur les fonds propres d'une insuffisance de primes ou de provisions pour couvrir la sinistralité future.

Le risque de souscription Santé de Miltis est étudié à partir du module santé non similaire à la vie et du module catastrophe.

Le risque de tarification et de provisionnement est le risque associé à l'insuffisance **régulière** de primes ou de provisions pour couvrir la sinistralité future.

Le risque de rachat est le risque associé à une hausse brutale des rachats avant la frontière des contrats. Avec l'entrée en vigueur de la Résiliation Infra Annuelle, MILTIS est désormais concernée par ce risque. Le risque de rachat est calculé contrat par contrat, sans compensation.

Le risque catastrophe est le risque associé à l'insuffisance **ponctuelle** de primes ou de provisions pour couvrir la sinistralité future.

Le SCR catastrophe est composé des éléments suivants :

- « Accident de masse »,
- « Concentration d'accidents »,
- « Pandémie ».

Le SCR Santé est calculé par le biais d'une matrice de corrélation entre les différentes catégories de risques. Cette matrice est définie dans les actes délégués.

Le SCR lié au risque de souscription Santé atteint 5 923 180 € au 31/12/2020.

Le risque de souscription Vie

L'objectif est de mesurer l'impact sur les fonds propres d'une insuffisance de primes ou de provisions pour couvrir la sinistralité future.

Le risque de souscription Vie est évalué par l'intermédiaire de l'application de chocs sur le portefeuille assuré. Dans le cadre des produits Vie de Miltis, les éléments calculés sont les suivants :

- Risque de mortalité Vie,
- Risque de frais Vie,
- Risque de rachat,
- Risque catastrophe Vie.

Compte tenu de la nature des produits de Miltis, la mutuelle n'est soumise qu'aux risques listés ci-dessus.

Le SCR de souscription Vie est calculé par le biais d'une matrice de corrélation entre les différentes catégories de risques, matrice définie dans le cadre du règlement délégué.

Le SCR Vie est de 790 084 € au 31/12/2020.

Le risque de marché

L'objectif est de mesurer l'impact sur les fonds propres de mouvements défavorables liés aux investissements :

Risque de taux

Le risque de taux reflète la possibilité de variation de la valeur d'un produit de taux (type obligation) du fait d'une variation des taux d'intérêts sur le marché. Il est évalué par l'intermédiaire de chocs à la hausse et à la baisse sur les taux utilisés pour le calcul de la valeur de marché du titre. L'intensité de ces chocs varie en fonction de la durée du support.

Le SCR lié au risque de taux est de 174 k€ au 31/12/2020.

Risque de spread

Le risque de spread correspond à une potentielle dégradation de la qualité d'une contrepartie obligataire ou d'un débiteur de crédit, dégradation impactant la qualité du portefeuille de crédit de l'organisme et la probabilité de remboursement au terme de l'opération. Il est évalué par l'intermédiaire de chocs à la baisse sur la valeur de marché du titre, dont l'intensité varie en fonction de la qualité de la contrepartie (notation financière).

Le SCR s'élève à 536 k€.

Risque action

Le risque action reflète la chute de la valeur d'un actif du fait de la dégradation des marchés financiers. Il est évalué par l'intermédiaire d'un choc à la baisse sur les marchés action, dont l'intensité varie en fonction du type d'actif étudié. Les taux retenus ici sont ceux fournis dans le règlement délégué du 10 octobre 2014.

Le SCR action atteint 534 k€.

Risque immobilier

Le risque immobilier reflète la chute de la valeur d'un actif du fait de la dégradation du marché immobilier. Il est évalué par l'intermédiaire d'un choc à la baisse sur le marché.

Le SCR immobilier s'élève à 422 k€ à fin 2020.

Risque de change

Le risque de change s'élève à 63 k€, et concerne les montants en devises apparaissant dans la transposition des OPCVM.

Risque de concentration

Le risque de concentration capture le fait qu'une part substantielle des actifs d'un organisme, sous quelque forme qu'ils soient, peut être souscrit ou placé auprès d'une seule et même structure, conduisant ainsi à un risque supérieur à un autre organisme dont les placements seraient très diversifiés.

Le risque de concentration est calculé sur l'ensemble des actifs soumis aux risques actions, de spread et immobilier, les autres risques étant suivis au sein du risque de contrepartie.

Le SCR lié au risque de concentration s'élève à 894 k€ au 31/12/2020 contre 1 074 k€ au 31/12/2019.

Risque de marché total

Le SCR de marché est calculé par le biais d'une matrice de corrélation entre les différentes catégories de risques :

	Montant SCR
Risque de taux	174 391
Risque de spread	536 489
Risque actions	533 751
Risque immobilier	421 675
Risque de devises	63 416
Risque de concentration	894 425
Effet de diversification	- 923 759
SCR de marché	1 700 387

Le risque de contrepartie

Le risque de contrepartie correspond au défaut potentiel de l'ensemble des tiers auprès desquels l'organisme présente une créance ou dispose d'une garantie.

Le risque de type 1 porte sur les provisions cédées, les dépôts en banque, les livrets, les actifs liés à des contreparties notées ou susceptibles de l'être.

Le risque de défaut de type 2 porte sur l'ensemble des actifs non soumis au risque de marché et ou risque de défaut de type 1.

Les créances sur état sont également prises en compte dans le risque de contrepartie, via le type 2.

Le SCR de contrepartie s'élève à 3 866 427 € au 31/12/2020.

Le cas des actifs incorporels

Selon les normes IFRS et Solvabilité II, les actifs incorporels sont admis s'ils vérifient la condition de séparabilité, c'est-à-dire qu'ils peuvent être valorisés et cédés.

C'est le cas par exemple des logiciels, lorsqu'ils sont définitivement acquis à l'organisme ou que la licence pourrait être cédée à un tiers.

Le risque lié à ces actifs correspond à une potentielle dépréciation de ces actifs.

Aucun actif incorporel n'a été valorisé dans le bilan Solvabilité 2.

Le risque opérationnel

Le risque opérationnel correspond aux pertes potentielles qui pourraient résulter d'une défaillance au sein de l'organisme, défaillance qui pourrait être imputée à un défaut de contrôle interne.

Ce risque est appréhendé de manière forfaitaire comme un pourcentage des cotisations et provisions techniques, ce montant ne pouvant pas dépasser 30 % du BSCR (SCR net des risques opérationnels et incorporels).

Le risque opérationnel s'élève à 2 151 201 € au 31/12/2020.

Ajustement : capacité d'absorption des pertes par les impôts différés

En cas de survenue des chocs étudiés dans le calcul du SCR, la variation des postes du bilan prudentiel entraînerait une variation des impôts. Cette dernière viendrait diminuer l'impact final du choc sur l'actif net.

Il convient donc d'ajuster le SCR afin de tenir compte de cette capacité d'absorption des pertes par les impôts différés.

Le taux d'IS étant de 28 % sur l'ensemble des postes du bilan prudentiel, nous avons appliqué ce taux d'imposition au BSCR, puis plafonné ce montant au niveau des impôts différés passifs nets (avant choc). C'est le montant plafond qui a été retenu : IDP – IDA, soit un montant de 96 225.30€ pour 2020.

E.2.2. Calcul du Niveau de Solvabilité Minimum (MCR)

Si le SCR représente un niveau de capital recommandé, permettant aux organismes d'assurance d'absorber un niveau de pertes significatif, le MCR représente un seuil minimum en deçà duquel le régulateur intervient.

Ayant des impacts en terme réglementaire (intervention du régulateur, retrait d'agrément...), le MCR est calculé de manière plus simple et plus aisément *auditable* que le SCR, et encadré par ce même SCR.

Il est donc déterminé par 5 éléments :

- Les primes Santé de l'exercice,
- Les provisions nettes de réassurance Santé et Vie de l'exercice,
- Les capitaux sous risques de l'exercice,
- Le SCR,
- L'AMCR.

$$MCR = \max \{ AMCR; \min \{ 45\% \times SCR; \max (25\% \times SCR; 4.7\% \times PT_{NVn} + 4.7\% \times P_n + 3.7\% \times PT_{V1n} + 2.1\% \times PT_{V4n} + 0.07\% \times CSR) \} \}$$

Où P_n représente le niveau de primes en n.

PT_{NVn} et PT_{Vn} représentent les niveaux de provisions techniques en Non Vie et en Vie fin n

(PT_{V1n} les provisions techniques pour les engagements d'assurance avec participation aux bénéficiaires et PT_{V4n} les provisions techniques pour les autres engagements d'assurance)

AMCR représente le fonds de garantie

CSR représente les capitaux sous risques.

Le MCR linéaire Vie est calculé comme une combinaison linéaire des volumes de provisions (hors marge de risque) et de capitaux sous risque. Ces volumes sont nets de réassurance et calculés par ligne d'activité.

Le MCR linéaire Non-Vie est calculé comme une combinaison linéaire des volumes de provisions (hors marge de risque) et de primes. Ces volumes sont nets de réassurance et calculés par ligne d'activité.

Le MCR ne peut être inférieur à 25 % du SCR et ne peut dépasser 45 % du SCR.

Le MCR combiné est égal au minimum imposé soit 25 % du SCR.

Le MCR ne peut être inférieur à un seuil plancher fonction de l'activité de l'organisme. :

- Organisme vie : 3.7 M€.
- Organisme non vie : 2.5 M€.
- Organisme mixte : 6.2 M€.

Cependant, si les cotisations Vie représentent moins de 10 % du total des cotisations de la mutuelle, le montant de fonds de garantie correspond au montant retenu pour la vie d'après l'article 253 du règlement délégué 2015/35. C'est le cas pour Miltis, nous retenons donc un seuil plancher de 3.7 M€.

Finalement, le MCR est égal au minimum réglementaire, soit 3.7 M€.

E.2.3. SCR global et taux de couverture du SCR et du MCR

Finalement, le SCR global est de 10 879 K€ et progresse par rapport au SCR de l'exercice précédent qui s'établissait à 9 237 k€.

Les composantes augmentent du fait à la fois du développement de l'activité de MILTIS, des nouveaux investissements financiers mais également de l'évolution du risque de contrepartie.

Comme pour l'exercice précédent, le risque de souscription Santé représente la composante majeure du SCR. Il atteint 5 923 k€ au 31/12/2020.

	SCR
Risque de marché	1 700 387
Risque de contrepartie	3 866 427
Risque de souscription en vie	790 084
Risque de souscription en santé	5 923 180
Risque de souscription en non-vie	0
<i>Diversification</i>	-3 456 149
Risque immobilisations incorporelles	0
BSCR	8 823 930
Risque opérationnel	2 151 201
Ajustement	-96 225
SCR global	10 878 906

Les montants de fonds propres de niveaux 2 et 3 éligibles pour couvrir le SCR sont soumis à des limites quantitatives.

Ces limites sont telles qu'elles garantissent, au moins, que les conditions suivantes sont réunies :

- La part des éléments de niveau 1 compris dans les fonds propres éligibles représente plus du tiers du montant total des fonds propres éligibles.
- Le montant éligible des éléments de niveau 3 représente moins du tiers du montant total des fonds propres éligibles.

Elles sont définies ainsi dans les actes délégués :

- Le montant éligible des éléments de niveau 1 est supérieur à 50% du SCR.
- Le montant éligible des éléments de niveau 3 est inférieur à 15% du SCR.

Les montants de fonds propres de niveau 2 éligibles pour couvrir le MCR sont soumis à des limites quantitatives. Les éléments de fonds propres de niveau 3 ne peuvent être retenus pour couvrir le MCR.

- Le montant éligible des éléments de niveau 1 est supérieur à 80% du MCR.
- Le montant éligible des éléments de niveau 2 est inférieur à 20% du MCR.

L'intégralité des fonds propres de Miltis est éligible pour couvrir le SCR et le MCR.

	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019	Evolution
Niveau de Solvabilité Requis	10 878 906 €	9 237 204 €	18%
Niveau de solvabilité Minimum	3 700 000 €	3 700 000 €	0%
Fonds propres S2	20 565 438 €	18 557 945 €	11%
Ratio de couverture du SCR	189%	201%	- 12 points
Ratio de couverture du MCR	556%	502%	+ 54 points

Le taux de couverture du SCR se dégrade de 12 points par rapport à l'exercice précédent, en raison de la hausse du SCR, plus rapide que l'augmentation des fonds propres S2.

Le taux de couverture du MCR passe de 502% au 31/12/2019 à 556% au 31/12/2020.

E.3 Utilisation du sous-module «risque sur actions» fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis

Le sous module « risque sur actions » fondé sur la durée n'est pas utilisé.

E.4 Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé

Miltis utilise uniquement la formule standard.

E.5 Non-respect des exigences de capital

Les fonds propres sont intégralement de niveau 1 non restreint selon les critères du référentiel Solvabilité II, définis dans l'article 93 de la directive 2009-138. Toutes les composantes sont intégralement et immédiatement disponibles sur une durée illimitée, sans obligation de remboursement, sans charges et sans contraintes.

Le Conseil d'Administration définit le niveau d'appétence aux risques.

Le capital doit être alloué de façon optimale entre les différents emplois possibles, de façon à développer l'activité, tout en protégeant la mutuelle contre les risques et en lui permettant de tenir tous ses engagements.

Le calcul des ratios réglementaires permet de confirmer que Miltis dispose d'un capital proportionnel à son profil de risque. La directive Solvabilité II impose un seuil de couverture du SCR de 100 %.

Le Conseil d'Administration, quant à lui, définit un niveau acceptable de couverture des besoins de solvabilité dans les orientations générales de la politique de gestion des risques de Miltis.

Le Conseil d'Administration étudie à minima annuellement les ratios relatifs aux exigences réglementaires de capital et leurs projections. Il s'assure que ces ratios respectent bien le seuil qu'il a lui-même déterminé ainsi que les exigences réglementaires.

En cas d'insuffisance de fonds propres, c'est-à-dire si le taux de couverture passe en deçà de la limite fixée par le Conseil d'Administration, et ce même si les exigences réglementaires sont respectées, le Conseil d'Administration devra statuer sur les leviers à utiliser afin de rétablir un niveau acceptable de couverture des besoins de solvabilité.

SOMMAIRE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : Bilan Solvabilité 2

ANNEXE 2 : Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

ANNEXE 3 : Primes, sinistres et dépenses par pays

ANNEXE 4 : Provisions techniques vie

ANNEXE 5 : Provisions techniques non-vie

ANNEXE 6 : Sinistres en non-vie

ANNEXE 7 : Fonds propres

ANNEXE 8 : Capital de solvabilité requis

ANNEXE 9 : Minimum de capital requis

Actifs

Goodwill	
Frais d'acquisition différés	
Immobilisations incorporelles	
Actifs d'impôts différés	
Excédent du régime de retraite	
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	
Détenctions dans des entreprises liées, y compris participations	
Actions	
Actions – cotées	
Actions – non cotées	
Obligations	
Obligations d'État	
Obligations d'entreprise	
Titres structurés	
Titres garantis	
Organismes de placement collectif	
Produits dérivés	
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	
Autres investissements	
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	
Prêts et prêts hypothécaires	
Avances sur police	
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	
Autres prêts et prêts hypothécaires	
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	
Non-vie et santé similaire à la non-vie	
Non-vie hors santé	
Santé similaire à la non-vie	
Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	
Santé similaire à la vie	
Vie hors santé, UC et indexés	
Vie UC et indexés	
Dépôts auprès des cédantes	
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	
Créances nées d'opérations de réassurance	
Autres créances (hors assurance)	
Actions propres auto-détenues (directement)	
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	
Total de l'actif	

Valorisation Solvabilité II	Valeur dans les comptes sociaux
0	0
0	0
0	323 815
0	0
0	0
621 977	425 388
15 160 140	15 120 352
0	0
462 694	885 000
69 087	69 087
0	0
69 087	69 087
700 130	700 000
0	0
700 130	700 000
0	0
0	0
5 620 980	5 408 765
0	0
8 307 248	8 057 500
0	0
0	0
0	0
0	0
7 500 192	4 589 511
7 500 192	4 589 511
0	0
7 500 192	4 589 511
0	0
0	0
0	0
0	0
18 065 481	18 065 481
3 530 876	4 483 740
1 090 649	1 090 649
0	0
0	0
11 209 855	11 209 855
83 904	353 108
57 263 074	55 661 899

	Valorisation Solvabilité II	Valeur dans les comptes sociaux
Passifs		
Provisions techniques non-vie	12 288 539	7 902 571
Provisions techniques non-vie (hors santé)	0	0
Provisions techniques calculées comme un tout	0	0
Meilleure estimation	0	0
Marge de risque	0	0
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	12 288 539	7 902 571
Provisions techniques calculées comme un tout	0	7 902 571
Meilleure estimation	10 661 116	0
Marge de risque	1 627 423	0
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	1 184 014	2 612 688
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	0	0
Provisions techniques calculées comme un tout	0	0
Meilleure estimation	0	0
Marge de risque	0	0
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	1 184 014	2 612 688
Provisions techniques calculées comme un tout	0	2 612 688
Meilleure estimation	1 027 210	0
Marge de risque	156 804	0
Provisions techniques UC et indexés	0	0
Provisions techniques calculées comme un tout	0	0
Meilleure estimation	0	0
Marge de risque	0	0
Autres provisions techniques	0	0
Passifs éventuels	0	0
Provisions autres que les provisions techniques	1 248	1248,31
Provisions pour retraite	0	0
Dépôts des réassureurs	0	0
Passifs d'impôts différés	96 225	0
Produits dérivés	0	0
Dettes envers des établissements de crédit	0	0
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	0	0
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	1 220 387	1220387,23
Dettes nées d'opérations de réassurance	13 031 257	13031257,32
Autres dettes (hors assurance)	8 875 964	10655295,38
Passifs subordonnés	0	0
Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	0	0
Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	0	0
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	0	0
Total du passif	36 697 636	35423446,8
Excédent d'actif sur passif	20 565 438	20 238 452

Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

	Ligne d'activité pour: engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle)								
	Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement
	C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090
Primes émises									
Brut – assurance directe	68 805 877								
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée									
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée									
Part des réassureurs	36 474 451								
Net	32 331 426								
Primes acquises									
Brut – assurance directe	68 805 877								
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée									
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée									
Part des réassureurs	36 474 451								
Net	32 331 426								
Charge des sinistres									
Brut – assurance directe	45 471 288								
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée									
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée									
Part des réassureurs	25 308 108								
Net	20 163 180								
Variation des autres provisions techniques									
Brut – assurance directe									
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée									
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée									
Part des réassureurs									
Net									

	Ligne d'activité pour: engagements			Ligne d'activité pour:				Total
	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport	Biens	
	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0200
Primes émises								
Brut – assurance directe								68 805 877
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée								
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée								
Part des réassureurs								36 474 451
Net								32 331 426
Primes acquises								
Brut – assurance directe								68 805 877
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée								
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée								
Part des réassureurs								36 474 451
Net								32 331 426
Charge des sinistres								
Brut – assurance directe								45 471 288
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée								
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée								
Part des réassureurs								25 308 108
Net								20 163 180
Variation des autres provisions techniques								
Brut – assurance directe								
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée								
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée								
Part des réassureurs								
Net								

	Ligne d'activité pour: engagements d'assurance non-vie								
	Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement
	C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090
Dépenses engagées	11 054 195								
Charges administratives									
Brut – assurance directe	1 976 138								

Brut – Réassurance proportionnelle acceptée									
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée									
Part des réassureurs	1 011 825								
Net	964 312								
Frais de gestion des investissements									
Brut – assurance directe									
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée									
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée									
Part des réassureurs									
Net									
Frais de gestion des sinistres									
Brut – assurance directe	1 729 102								
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée									
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée									
Part des réassureurs	885 338								
Net	843 764								
Frais d'acquisition									
Brut – assurance directe	17 427 459								
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée									
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée									
Part des réassureurs	8 923 237								
Net	8 504 221								
Frais généraux									
Brut – assurance directe	1 520 348								
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée									
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée									
Part des réassureurs	778 451								
Net	741 897								
Autres dépenses									
Total des dépenses									

	Ligne d'activité pour: engagements			Ligne d'activité pour:				Total
	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport	Biens	
	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	
Dépenses engagées								11 054 195
Charges administratives								
Brut – assurance directe								1 976 138
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée								
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée								
Part des réassureurs								1 011 825
Net								964 312
Frais de gestion des investissements								
Brut – assurance directe								
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée								
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée								
Part des réassureurs								
Net								
Frais de gestion des sinistres								
Brut – assurance directe								1 729 102
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée								
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée								
Part des réassureurs								885 338
Net								843 764
Frais d'acquisition								
Brut – assurance directe								17 427 459
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée								
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée								
Part des réassureurs								8 923 237
Net								8 504 221
Frais généraux								
Brut – assurance directe								1 520 348
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée								
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée								
Part des réassureurs								778 451
Net								741 897
Autres dépenses								
Total des dépenses								

Ligne d'activité pour: engagements d'assurance vie	Engagements de	Total
--	----------------	-------

	Assurance maladie	Assurance avec participation aux bénéficiaires	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance maladie	Réassurance vie	
	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0300
Primes émises									
Brut				2 175 621					2 175 621
Part des réassureurs									
Net				2 175 621					2 175 621
Primes acquises									
Brut				2 175 621					2 175 621
Part des réassureurs									
Net				2 175 621					2 175 621
Charge des sinistres									
Brut				893 404					893 404
Part des réassureurs									
Net				893 404					893 404
Variation des autres provisions techniques									
Brut				41 350					41 350
Part des réassureurs									
Net				41 350					41 350
Dépenses engagées				644 711					644 711
Charges administratives									
Brut				138 869					138 869
Part des réassureurs									
Net				138 869					138 869
Frais de gestion des investissements									
Brut									
Part des réassureurs									
Net									
Frais de gestion des sinistres									
Brut				56 191					56 191
Part des réassureurs									
Net				56 191					56 191

Ligne d'activité pour: engagements d'assurance vie						Engagements de		Total
Assurance maladie	Assurance avec participation aux bénéficiaires	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance maladie	Réassurance vie	
C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0300
Frais d'acquisition								
Brut			401 633					401 633
Part des réassureurs								
Net			401 633					401 633
Frais généraux								
Brut			48 018					48 018
Part des réassureurs								
Net			48 018					48 018
Autres dépenses								
Total des dépenses								
Montant total des rachats			30 355					30 355

Primes, sinistres et dépenses par pays

	Total 5 principaux pays et pays d'origine	Pays d'origine	5 principaux pays (par montant de primes brutes émises) – engagements en non-vie
	C0070	C0010	C0020
	C0140	C0080	C0090
Primes émises			
Brut – assurance directe	68 805 877	68 805 877	
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée			
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée			
Part des réassureurs	36 474 451	36 474 451	
Net	32 331 426	32 331 426	
Primes acquises			
Brut – assurance directe	68 805 877	68 805 877	
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée			
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée			
Part des réassureurs	36 474 451	36 474 451	
Net	32 331 426	32 331 426	
Charge des sinistres			
Brut – assurance directe	45 471 288	45 471 288	
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée			
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée			
Part des réassureurs	25 308 108	25 308 108	
Net	20 163 180	20 163 180	
Variation des autres provisions techniques			
Brut – assurance directe			
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée			
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée			
Part des réassureurs			
Net			
Dépenses engagées	11 054 195	11 054 195	
Autres dépenses			
Total des dépenses	11 054 195		

	Total 5 principaux pays et pays d'origine	Pays d'origine	5 principaux pays (par montant de primes brutes émises) – engagements en vie
	C0210	C0150	C0160
	C0280	C0220	C0230
Primes émises			
Brut	2 175 621	2 175 621	
Part des réassureurs			
Net	2 175 621	2 175 621	
Primes acquises			
Brut	2 175 621	2 175 621	
Part des réassureurs			
Net	2 175 621	2 175 621	
Charge des sinistres			
Brut	893 404	893 404	
Part des réassureurs			
Net	893 404	893 404	
Variation des autres provisions techniques			
Brut	41 350	41 350	
Part des réassureurs			
Net	41 350	41 350	
Dépenses engagées	644 711	644 711	
Autres dépenses			
Total des dépenses	644 711		

	Autres assurances vie		
	Contrats sans options ni garanties	Total (vie hors santé, y compris UC)	
	C0060	C0070	C0150
Provisions techniques calculées comme un tout			
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout			
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque			
Meilleure estimation			
Meilleure estimation brute		1 027 210	1 027 210
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, avant l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie			
Montants recouvrables au titre de la réassurance (hors véhicules de titrisation et réassurance finite) avant ajustement pour pertes probables			
Montants recouvrables au titre des véhicules de titrisation avant ajustement pour pertes probables			
Montants recouvrables au titre de la réassurance finite avant ajustement pour pertes probables			
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie			
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite		1 027 210	1 027 210
Marge de risque	156 804		156 804
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques			
Provisions techniques calculées comme un tout			
Meilleure estimation			
Marge de risque			
Provisions techniques – Total	1 184 014		1 184 014
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	1 184 014		1 184 014
Meilleure estimation des produits avec option de rachat			
Meilleure estimation brute pour les flux de trésorerie			
Sorties de trésorerie			
Prestations garanties et discrétionnaires futures	10 625 303		
Prestations garanties futures			
Prestations discrétionnaires futures			
Dépenses futures et autres sorties de trésorerie	3 093 879		3 093 879
Entrées de trésorerie			
Primes futures	12 691 971		12 691 971
Autres entrées de trésorerie			
Pourcentage de la meilleure estimation brute calculée à l'aide d'approximations			
Valeur de rachat			
Meilleure estimation faisant l'objet de la mesure transitoire sur les taux d'intérêt			
Provisions techniques hors mesure transitoire sur les taux d'intérêt			
Meilleure estimation faisant l'objet de la correction pour volatilité			
Provisions techniques hors correction pour volatilité et autres mesures transitoires			
Meilleure estimation faisant l'objet de l'ajustement égalisateur			
Provisions techniques hors ajustement égalisateur et autres mesures transitoires			

	Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée						Total engagements en non-vie
	Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	
	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	
Provisions techniques calculées comme un tout							
Assurance directe							
Réassurance proportionnelle acceptée							
Réassurance non proportionnelle acceptée							
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout							
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque							
Meilleure estimation							
Provisions pour primes							
Brut – total	654 810						654 810
Brut – assurance directe	654 810						654 810
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée							
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée							
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, avant l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	2 066 851						2 066 851
Montants recouvrables au titre de la réassurance (hors véhicules de titrisation et réassurance finite) avant ajustement pour pertes probables	2 066 851						2 066 851
Montants recouvrables au titre des véhicules de titrisation avant ajustement pour pertes probables	0						0
Montants recouvrables au titre de la réassurance finite avant ajustement pour pertes probables	0						0
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	2 026 718						2 026 718
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	-1 371 908						-1 371 908
Provisions pour sinistres							
Brut – total	10 006 306						10 006 306
Brut – assurance directe	10 006 306						10 006 306
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée							
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée							
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, avant l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	5 581 861						5 581 861
Montants recouvrables au titre de la réassurance (hors véhicules de titrisation et réassurance finite) avant ajustement pour pertes probables	5 581 861						5 581 861
Montants recouvrables au titre des véhicules de titrisation avant ajustement pour pertes probables	0						0
Montants recouvrables au titre de la réassurance finite avant ajustement pour pertes probables	0						0

Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	5 473 474					5 473 474
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	4 532 832					4 532 832
Total meilleure estimation – brut	10 661 116					10 661 116
Total meilleure estimation – net	3 160 924					3 160 924
Marge de risque	1 627 423					1 627 423
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques						
Provisions techniques calculées comme un tout						
Meilleure estimation						
Marge de risque						
Provisions techniques – Total						
Provisions techniques – Total	12 288 539					12 288 539
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie – total	7 500 192					7 500 192
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	4 788 347					4 788 347
Ligne d'activité: segmentation plus poussée (par groupe de risques homogènes)						
Provisions pour primes – Nombre total de groupes de risques homogènes	58					
Provisions pour sinistres – Nombre total de groupes de risques homogènes	58					
Flux de trésorerie de la meilleure estimation provisions pour primes (brutes)						
Sorties de trésorerie						
Prestations et sinistres futurs	40 296 143					40 296 143
Dépenses futures et autres sorties de trésorerie	19 545 953					19 545 953
Entrées de trésorerie						
Primes futures	72 705 291					72 705 291
Autres entrées de trésorerie (y compris montants recouvrables au titre des récupérations et subrogations)						
Flux de trésorerie de la meilleure estimation provisions pour sinistres (brutes)						
Sorties de trésorerie						
Prestations et sinistres futurs	9 739 314					9 739 314
Dépenses futures et autres sorties de trésorerie	266 992					266 992
Entrées de trésorerie						
Primes futures						
Autres entrées de trésorerie (y compris montants recouvrables au titre des récupérations et subrogations)						
Pourcentage de la meilleure estimation brute calculée à l'aide d'approximations						
Meilleure estimation faisant l'objet de la mesure transitoire sur les taux d'intérêt						
Provisions techniques hors mesure transitoire sur les taux d'intérêt						
Meilleure estimation faisant l'objet de la correction pour volatilité						
Provisions techniques hors correction pour volatilité et autres mesures transitoires						

Sinistres en non-vie

Année d'accident / année de souscription	Année d'accident
Conversions monétaires	Monnaie d'origine

Monnaie	EUR
Ligne d'activité non-vie concernée	1 – 1 et 13 Medical expense insurance

Sinistres payés bruts (non cumulés)

	S.19.01.01.01				S.19.01.01.02	
	Année de développement				Pour l'année en cours	Somme des années (cumul)
	0	1	2	3		
	C0010	C0020	C0030	C0040	C0170	C0180
Précédentes						
N-14						
N-13						
N-12						
N-11						
N-10						
N-9						
N-8						
N-7						
N-6						
N-5	18285876,93	2318320,86	95285,45	8891,58	0,00	20709115,79
N-4	21 660 537,30	2 886 590,57	84 087,23	-13 431,98	12 355,11	24 630 138,23
N-3	25 832 530,68	2 954 453,98	116 851,03	9 244,41	9 244,41	28 913 080,10
N-2	31 404 169,01	3 745 125,70	149 732,85		149 732,85	35 299 027,56
N-1	34 097 346,64	3 771 597,79			3 771 597,79	37 868 944,43
N	38 377 856,69				38 377 856,69	38 377 856,69
Total					42 320 786,85	185 798 162,81

Meilleure estimation provisions pour sinistres brutes non actualisées

	S.19.01.01.03				S.19.01.01.04
	Année de développement				Année en cours, somme des années
	0	1	2	3	Fin d'année (données actualisées)
	C0200	C0210	C0220	C0230	C0360
Précédentes					
N-14					
N-13					
N-12					
N-11					
N-10					
N-9					
N-8					
N-7					
N-6					
N-5					
N-4					
N-3					
N-2					
N-1		268 859,81			270 763,05
N	9 667 110,05				9 735 542,94
Total					10 006 305,99

Recouvrements de réassurance reçus (non cumulés)

	S.19.01.01.07				S.19.01.01.08	
	Année de développement				Pour l'année en cours	Somme des années (cumul)
	0	1	2	3		
	C0600	C0610	C0620	C0630	C0760	C0770
Précédentes						
N-14						
N-13						
N-12						
N-11						
N-10						
N-9						
N-8						
N-7						
N-6						
N-5	7541094,20	979286,39	43086,38	4022,03	0,00	8568542,88
N-4	9 930 187,32	1 376 139,69	36 215,76	-4 256,05	6 061,19	11 344 347,91
N-3	11 957 788,11	1 382 745,66	50 331,69	6 022,70	6 022,70	13 396 888,16
N-2	15 213 158,05	1 858 618,56	72 912,79		72 912,79	17 144 689,41
N-1	17 288 409,47	1 983 622,23			1 983 622,23	19 272 031,70
N	21 049 912,81				21 049 912,81	21 049 912,81
Total					23 118 531,72	90 776 412,87

Meilleure estimation provisions pour sinistres non actualisées – Montants recouvrables au titre de la réassurance

	S.19.01.01.09				S.19.01.01.10
	Année de développement				Année en cours, somme des années Fin d'année (données actualisées)
	0	1	2	3	
	C0800	C0810	C0820	C0830	C0960
Précédentes					
N-14					
N-13					
N-12					
N-11					
N-10					
N-9					
N-8					
N-7					
N-6					
N-5					
N-4					
N-3					
N-2					
N-1		149 972,45			148 108,06
N	5 392 402,16				5 325 366,20
Total					5 473 474,26

Sinistres payés nets (non cumulés)

	S.19.01.01.13				S.19.01.01.14	
	Année de développement				Pour l'année en cours	Somme des années (cumul)
	0	1	2	3		
	C1200	C1210	C1220	C1230	C1360	C1370
Précédentes						
N-14						
N-13						
N-12						
N-11						
N-10						
N-9						
N-8						
N-7						
N-6						
N-5	10744782,73	1339034,47	52199,07	4869,55		12140572,92
N-4	11 730 349,98	1 510 450,88	47 871,47	-9 175,93	6 293,92	13 285 790,32
N-3	13 874 742,57	1 571 708,32	66 519,34	3 221,71	3 221,71	15 516 191,94
N-2	16 191 010,96	1 886 507,14	76 820,06		76 820,06	18 154 338,16
N-1	16 808 937,16	1 787 975,56			1 787 975,56	18 596 912,72
N	17 327 943,88				17 327 943,88	17 327 943,88
Total					19 202 255,13	95 021 749,94

Meilleure estimation provisions pour sinistres nettes non actualisées

	S.19.01.01.15				S.19.01.01.16
	Année de développement				Année en cours, somme des années
	0	1	2	3	Fin d'année (données actualisées)
	C1400	C1410	C1420	C1430	C1560
Précédentes					
N-14					
N-13					
N-12					
N-11					
N-10					
N-9					
N-8					
N-7					
N-6					
N-5					
N-4					
N-3					
N-2					
N-1		122654,99			122654,99
N	4410176,74				4410176,74
Total					4532831,73

Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standard - article 112 non

Risque de marché
 Risque de défaut de la contrepartie
 Risque de souscription en vie
 Risque de souscription en santé
 Risque de souscription en non-vie
 Diversification
 Risque lié aux immobilisations incorporelles
Capital de solvabilité requis de base

Calcul du capital de solvabilité requis

Ajustement du fait de l'agrégation des nSCR des FC/PAE
 Risque opérationnel
 Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques
 Capacité d'absorption de pertes des impôts différés
 Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE

Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire

Exigences de capital supplémentaire déjà définies

Capital de solvabilité requis

Autres informations sur le SCR

Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée
 Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante
 Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés
 Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur
 Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304
 Méthode utilisée pour calculer l'ajustement dû à l'agrégation des nSCR des FC/PAE.
 Prestations discrétionnaires futures nettes

Capital de solvabilité requis net	Capital de solvabilité requis brut	Attribution des ajustements dus aux FC et aux PAE
C0030	C0040	C0050
1 700 387	1 700 387	
3 866 427	3 866 427	
790 084	790 084	
5 923 180	5 923 180	
0	0	
-3 456 149	-3 456 149	
0	0	
8 823 930	8 823 930	

C0100
2 151 201
-96 225
10 878 906
10 878 906

Minimum de capital requis – Activités d'assurance ou de réassurance à la fois vie et non-vie

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie	Activités en non-vie	Activités en vie	Activités en non-vie		Activités en vie	
	Résultat MCR _(NL,NL)	Résultat MCR _(NL,NL)	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
	1 668 140					
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente			3 160 924	32 331 426		
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente						
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente						
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente						
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente						
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente						
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente						
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente						
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente						
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente						
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente						
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente						
Réassurance santé non proportionnelle						
Réassurance accidents non proportionnelle						
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle						
Réassurance dommages non proportionnelle						

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie	Activités en non-vie	Activités en vie	Activités en non-vie		Activités en vie	
	Résultat MCR _(L,NL)	Résultat MCR _(L,L)	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)
		74 402				
Engagements avec participation aux bénéficiaires – Prestations garanties						
Engagements avec participation aux bénéficiaires – Prestations discrétionnaires futures						
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte						
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé					1 027 210	
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie						75 472 846

Calcul du MCR global

MCR linéaire	1 742 543
Capital de solvabilité requis	10 878 906
Plafond du MCR	4 895 508
Plancher du MCR	2 719 726
MCR combiné	2 719 726
Seuil plancher absolu du MCR	3 700 000
Minimum de capital requis	3 700 000

Calcul du montant notionnel du MCR en non-vie et en vie	Activités en non-vie	Activités en vie
Montant notionnel du MCR linéaire	1 668 140	74 402
Montant notionnel du SCR hors capital supplémentaire (calcul annuel ou dernier calcul)	10 414 403	464 503
Plafond du montant notionnel du MCR	4 686 481	209 026
Plancher du montant notionnel du MCR	2 603 601	116 126
Montant notionnel du MCR combiné	2 603 601	116 126
Seuil plancher absolu du montant notionnel du MCR	2 500 000	3 700 000
Montant notionnel du MCR	2 603 601	3 700 000